

Sommaire

EXPOSE GENERAL DES MOTIFS	I - V
EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE	1
Liste des articles	2
<i>PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER</i>	3 - 5
<i>TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET AUX CHARGES</i>	3
<i>TITRE 2 : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES</i>	4 - 5
<i>DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES</i>	6 - 11
<i>TITRE PREMIER : MOYENS DES SERVICES</i>	6 - 8
<i>TITRE 2 : DISPOSITIONS DIVERSES</i>	9 - 11
TABLEAUX RECAPITULATIFS (Annexés à l'exposé des motifs par article)	12 - 34
Budget Général	
1- RECETTES	14 - 15
2- DEPENSES	16 - 34
• Comparaison par titre et par pouvoir public ou ministère des crédits ouverts par la loi de finances initiale 2013 et ceux prévus dans la loi de finances rectificative 2013	16 - 30
• L'évolution des dépenses	31 - 32
• Déficit standard	33 - 34
PROJET DE LOI	35 - 40
Annexes législatives	41 - 59
➤ Annexe 1: prévisions de ressources par article, paragraphe et lignes	42
➤ Annexe 3 : Réévaluation des services votés par section et par titre	43 - 52
➤ Annexe 4 : Répartition des mesures nouvelles par Pouvoir public ou ministère et par titre	53
➤ Annexes 5 : Répartition des crédits de paiement et des révisions de tirages par Pouvoir Public ou Ministère et par titre	54 - 57
➤ Annexe 5 bis : Financement des dépenses d'Investissement	58
➤ Annexes 8 bis : Services de la dette extérieure et de la dette intérieure	59

EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

Exposé général des motifs

Le Gouvernement a pris l'engagement ferme de ramener le déficit public en dessous de 5% du PIB en 2013 et sous la barre des 4% à moyen terme.

Toutefois, le Sénégal fait aujourd'hui face à des risques importants en matière de sécurité. En effet, l'instabilité en Guinée Bissau et les problèmes sécuritaires et humanitaires nés de la crise malienne, constituent un risque majeur pour la stabilité politique et sociale de la sous région et une source de préoccupation pour notre pays.

Par ailleurs, la forte demande sociale et la multiplication des revendications dans un contexte pré-électoral, méritent d'être prises en compte afin de préserver la stabilité sociale. De même, des efforts accrus doivent être faits dans la lutte contre les inondations.

Cependant, le profil de la Loi de Finances Initiale pour 2013, caractérisé par des prévisions minimales pour le fonctionnement courant des ministères et institutions et une allocation des ressources d'investissement faite prioritairement en faveur de l'agriculture, des infrastructures, de l'énergie et de l'assainissement, ne permet pas d'envisager une réduction des dépenses pour prendre en charge ces besoins prioritaires nouveaux.

Pour relever ces défis, le Gouvernement, tout en maintenant son engagement de réduire le déficit public à moyen terme afin de préserver la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette, compte ramener les cibles de déficits à 5,3% en 2013 et à 4,6% en 2014

C'est dans ce contexte et en application des dispositions des articles 4 et 35 de la loi n° 2001-09 du 15 octobre 2001 portant loi organique relative aux lois de finances, qu'est élaboré le projet de la première loi de finances rectificative pour l'année 2013 qui a principalement pour objet de :

- prendre en compte l'impact sur les finances publiques de la situation de sécurité dans le sahel en renforçant les crédits alloués à la Défense nationale et à la sécurité intérieure pour faire face aux exigences opérationnelles du moment (sécurisation aux frontières, restauration de l'efficacité opérationnelle dans les domaines de la mobilité et de la sécurité des interventions, mise en œuvre des dispositifs de lutte contre les différentes formes d'insécurité récurrente) ;
- mettre en place le complément de financement sur ressources internes nécessaire à la mise en œuvre du programme d'urgence de lutte contre les inondations 2012/2013 ;

- assurer la couverture des charges de personnels qui seront induites par le recrutement de 5591 agents et le reclassement des enseignants dits corps émergents ;
- prévoir des crédits au titre de la marge de soutien à la Société Africaine de Raffinage (SAR) et de la couverture de pertes commerciales sur le gaz ;
- accorder une subvention sur le prix du sucre ;
- inscrire des crédits supplémentaires dans le budget du ministère de l'Education, aux fins d'assurer la couverture des frais de corrections et de déplacements résultant de l'organisation d'examen en deux sessions au cours de l'année scolaire 2012-2013 ;
- procéder à de nouvelles dotations budgétaires, pour se conformer aux dispositions du décret n° 2012-1223 du 05 novembre 2012 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des Etablissements Publics, des Sociétés nationales et des Sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères, modifié par le décret n° 2013-11 du 03 janvier 2013 ;
- réviser à la baisse les recettes;
- constater la baisse des intérêts sur la dette, suite à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie, avec les résultats satisfaisants obtenus depuis le début de l'année sur les émissions des titres publics ;
- revoir à la baisse les dépenses en capital sur ressources extérieures en raison d'une part, de l'arrêt du projet d'acquisition de groupes conteneurisés au profit de la nouvelle option de l'Etat de privilégier le mix énergétique (énergie renouvelables, gaz) dans le cadre de la lettre de politique de développement du secteur de l'énergie et d'autre part, de la révision à la baisse de la programmation de financements extérieurs, tenant compte des délais réalistes d'exécution physique des travaux ;
- Soumettre à la formalité de ratification, prévue par les articles 12 et 35 de la loi organique évoquée ci-dessus, les décrets d'avances pris.

Globalement, les ressources et les charges du présent projet de loi de finances rectificative 2013 sont arrêtées, en équilibre, au montant de 2527,036 milliards de francs CFA.

S'agissant des ressources du Budget Général, elles sont arrêtées au montant de 2 446,6 milliards de francs CFA contre 2450,7 milliards de francs CFA dans la loi de finances initiale 2013, soit une baisse nette d'un montant de 4,1 milliards de francs CFA en valeur absolue et 0,2% en valeur relative.

Ces ressources se décomposent comme suit :

▪ Recettes fiscales	1 459 milliards
▪ Recettes non fiscales	83 milliards
▪ Recettes exceptionnelles (PPTÉ-IADM)	59 milliards
▪ Remboursements de prêts et avances	12,8 milliards
▪ Dons, Legs et Emprunts	337,1 milliards
▪ Dons programmes	38,4 milliards
▪ Emprunts	457,3 milliards

Cette diminution provient de la baisse des ressources extérieures pour un montant de 60 milliards de francs CFA, des recettes fiscales d'un montant de 33,5 milliards de francs et des dons budgétaires d'un montant de 0,2 milliard de francs CFA, atténuée par la hausse des emprunts budgétaires d'un montant de 84 milliards de francs CFA et des recettes non fiscales d'un montant de 5,6 milliards de francs CFA.

Concernant les ressources extérieures, la baisse est imputable principalement aux tirages sur prêts projets qui passent de 228,2 milliards de francs CFA à 168,2 milliards de francs CFA ; soit 26,3% en valeur relative.

Pour les emprunts, le montant a été revu à la hausse passant ainsi de 373,25 milliards de francs CFA dans la loi de finances initiale 2013 à 457,27 milliards de francs CFA dans le projet de la première loi de finances rectificative pour 2013, soit une hausse de 22,5% en valeur relative.

Quant aux dépenses du Budget général, elles enregistrent une baisse d'égal montant aux ressources et passent de 2 450,7 milliards de francs CFA dans la loi de finances initiale pour 2013 à 2 446,6 milliards de francs CFA dans le présent projet de loi.

Cette baisse résulte de la diminution des dépenses en capital sur ressources externes d'un montant de 60 milliards de francs CFA, de la dette publique d'un montant de 27,9 milliards de francs CFA. Elle est atténuée par une progression des autres dépenses courantes d'un montant de 57 milliards de francs CFA, des dépenses d'investissement sur ressources internes d'un montant de 16,8 milliards de francs CFA et des dépenses de personnel pour un montant de 10 milliards de francs CFA.

En ce qui concerne les autres dépenses courantes, les crédits additionnels sont destinés à la prise en charge de la compensation tarifaire sur le prix de l'électricité, de la subvention à la Société Africaine de Raffinage, de la

subvention aux ménages sur le gaz et le sucre et des dépenses exceptionnelles de sécurité.

En outre, des réaménagements ont été faits et des mesures nouvelles accordées sur les autres dépenses courantes pour d'une part, allouer des crédits aux services non dotés dans la loi de finances initiale 2013 et figurant dans le décret n° 2012-1223 du 05 novembre 2012 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des Etablissements Publics, des Sociétés nationales et des Sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères, modifié par le décret n° 2013-11 du 03 janvier 2013 et d'autre part, prendre en compte le fonctionnement des nouveaux Ambassades et Consulats.

Ainsi, l'enveloppe des autres dépenses courantes (fonctionnement et transferts courants) passe de 630,3 milliards de francs CFA dans la loi de finances initiale 2013 à **687,3** milliards de francs CFA dans le présent projet de loi.

S'agissant des dépenses d'investissement, l'enveloppe passe de 912,4 milliards de francs CFA dans la loi de finances initiale pour l'année 2013 à 869,2 milliards de francs CFA dans la loi de finances rectificative pour l'année 2013. Sa répartition par source de financement se présente comme suit :

- 532,1 milliards de francs CFA pour les dépenses en capital sur ressources internes, soit 61,2% des investissements publics contre 515,3 milliards de francs CFA dans la loi de finances initiale pour l'année 2013, soit une augmentation de 16,8 milliards de francs CFA en valeur absolue et de 3,3% en valeur relative ;
- 337,1 milliards de francs CFA pour les dépenses en capital sur ressources extérieures, soit 38,8% des investissements publics contre 397,1 milliards de francs CFA dans la loi de finances initiale pour l'année 2013, soit une baisse de 60 milliards de francs CFA en valeur absolue et de 15,1%.

Comparativement aux lois de finances de la gestion 2012 et à la loi de finances initiale pour 2013, les principaux flux retenus dans le présent projet de loi de finances rectificative, sont décrits dans le tableau ci-après :

En milliards de CFA

	2012	2012	2013	2013	ECARTS LFR/LFI	
	LFI	LFR(1)	LFI	LFR(1)	Valeur	%
BUDGET GENERAL						
Recettes du budget général	2266,9	2374,2	2450,7	2446,6	-4,1	-0,2%
Recettes internes	1943,9	1957,8	2053,6	2109,5	55,9	2,7%
Recettes ordinaires hors dons	1515,0	1461,4	1569,9	1542,0	-27,9	-1,8%
Recettes exceptionnelles	60,0	59,9	59,0	59,0	0,0	0,0%
Autres recettes	3,0	3,0	12,8	12,8	0,0	0,0%
Emprunt	346,9	401,8	373,3	457,3	84,0	22,5%
Dons budgétaires	19,0	31,7	38,6	38,4	-0,2	-0,5%
Recettes externes	323,0	416,4	397,1	337,1	-60,0	-15,1%
Ressources affectées	323,0	416,4	397,1	337,1	-60,0	-15,1%
Charges du budget général	2266,9	2374,2	2450,7	2446,6	-4,1	-0,2%
Dépenses ordinaires	1435,9	1453,5	1538,3	1577,4	39,1	2,5%
Dette publique	347,9	356,7	440,9	413,0	-27,9	-6,3%
Traitements et salaires	443,5	450,0	467,1	477,1	10,0	2,1%
Autres dépenses courantes	644,5	646,8	630,3	687,3	57,0	9,0%
Dépenses en capital	831,0	920,7	912,4	869,2	-43,2	-4,7%
- sur ressources internes	508,0	504,3	515,3	532,1	16,8	3,3%
- sur ressources externes	323,0	416,4	397,1	337,1	-60,0	-15,1%
Solde du Budget général	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
COMPTES SPECIAUX TRESOR						
Ressources	77,9	77,9	80,5	80,5	0,0	0,0%
Charges	77,9	77,9	80,5	80,5	0,0	0,0%
Solde des comptes spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
dont prêts logements	6,0	6,0	6,0	6,0	0,0	0,0%
SOLDE GLOBAL						
Y compris dons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	

Telle est l'économie du présent projet de la première loi de finances rectificative pour l'année 2013 soumis à l'adoption de l'Assemblée nationale.

EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE

LISTE DES ARTICLES

ARTICLES	Articles abrogés et remplacés / articles ajoutés	LIBELLES	page
ARTICLE PREMIER		Abrogation et remplacement de l'article 1^{er} Alinéa II, III et IV, de l'article 2, de l'article 3 alinéa I et II, des articles 4, 5, 6 et 7 de la loi n° 2012-18 du 17 décembre 2012 portant loi de finances pour l'année 2013,	3 - 8
		PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER	3 - 5
	Premier	Evaluation et autorisation de perception des ressources	3 - 4
	2	Evaluation des charges	4
	3	Equilibre général du Budget	5
		DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES	6 - 11
	4	Services votés	6
	5	mesures nouvelles	7
	6	Dépenses en capital sur ressources internes	7 - 8
	7	Dépenses en capital sur ressources externes	8
ARTICLE 2		Nouvelles dispositions	9 - 11
	20	Ratification de décrets d'avances.	9
	21	Disposition accordant des avantages fiscaux et douaniers dérogatoires	10-11

ARTICLE PREMIER : Abrogation et remplacement de l'article 1^{er} Alinéa II, III et IV, de l'article 2, de l'article 3 alinéa I et II, des articles 4, 5, 6 et 7 de la loi n° 2012-18 du 17 décembre 2012 portant loi de finances pour l'année 2013.

Texte de l'article

« Les dispositions de l'article 1^{er} alinéa II, III et IV, de l'article 2, de l'article 3 alinéa I et II, des articles 4, 5, 6 et 7 de la loi n° 2012-18 du 17 décembre 2012 portant loi de finances pour l'année 2013 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

PREMIERE PARTIE :
CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET AUX CHARGES

A – DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

ARTICLE PREMIER : Evaluation et autorisation de perception des ressources.

Texte de l'article :

« II – Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances rectificative pour l'année 2013, à la somme de 2.109.470.000.000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi. »

III – Les ressources externes du budget général sont évaluées dans la loi de finances rectificative 2013, à la somme de 337.100.000.000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.

IV – Les ressources totales du budget général sont prévues à 2.446.570.000.000 francs CFA. »

Exposé des motifs :

Cet article évalue les montants rectifiés des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat dont la perception a été autorisée dans la loi de finances initiale. Un état qui donne les prévisions de recettes par chapitre est annexé à cet article, il s'agit du tableau I.

L'évaluation de tous les articles de recettes du budget est fondée sur les réalisations au 30 avril 2013 d'une part, et d'autre part sur les projections

du cadrage macroéconomique révisé du mois d'avril 2013. Les prévisions de ressources internes sont de 2.109.470.000.000 de francs CFA.

Les prévisions de ressources externes sont de 337.100.000.000 de francs CFA financées notamment par des dons projets d'un montant de 168.900.000.000 de francs CFA et des emprunts projets pour un montant 168.200.000.000 de francs CFA.

B – DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

ARTICLE 2 : Evaluation des charges

Texte de l'article :

« Les charges du budget général sont évaluées dans la première loi de finances rectificative pour l'année 2013, à la somme de 2.446.570.000.000 francs CFA conformément aux annexes 3, 4 et 5 de la présente loi. »

Exposé des motifs

Cet article évalue le montant des charges imputables au budget général et qui sont relatives notamment : au service de la dette publique, aux dépenses de personnel, aux autres dépenses de fonctionnement et aux dépenses d'investissement.

Au total, par rapport à la loi de finances initiale 2013, les charges ont diminué de 4.080.000.000 de francs CFA en valeur absolue et 0,2% en valeur relative.

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 3 : Equilibre général du Budget

Texte de l'article

« I - Pour l'année 2013, les ressources évaluées dans l'annexe 1 de la présente loi de finances rectificative, les plafonds des charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants ci-après :

En millions de francs

RESSOURCES	Montant	CHARGES	Montant	SOLDE
I - BUDGET GENERAL				
A - OPERATIONS DONT LE TRESOR EST COMPTABLE ASSIGNATAIRE				
A 1 - Recettes internes		A1 Dépenses sur recettes internes		
A 1-1 Recettes				
Recettes fiscales	1 459 000	Dette publique	412 970	
Recettes non fiscales	83 000	Dépenses de personnel	477 100	
Recettes Exceptionnelles	59 000	Autres dépenses courantes	687 300	
Remboursements Prêts et avances	12 800	Dépenses en capital sur ressources internes	532 100	
Dons budgétaires	38 400			
Total recettes	1 652 200	Total dépenses sur recettes internes	2 109 470	-457 270
A 1-2 - Emprunts				
Emprunts	457 270			
Total emprunts	457 270			
Total A = (A-1-1 + A 1-2)	2 109 470	Total A = (A1)	2 109 470	0
B - OPERATIONS DONT LE TRESOR N'EST PAS COMPTABLE ASSIGNATAIRE				
B - Recettes externes				
Tirage Dons et emprunts	337 100	Dépenses en capital sur ressources externes	337 100	
Total B	337 100	Total B	337 100	
TOTAL I= (A + B)	2 446 570	TOTAL I = (A + B)	2 446 570	0
2 - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
Recettes	80 466	Dépenses	80 466	
TOTAL BUDGET = (1 + 2)	2 527 036	TOTAL BUDGET = (1 + 2)	2 527 036	0

II. – Pour l'année 2013, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons, au nom de l'Etat du Sénégal, pour un montant global de 832.770.000.000 francs CFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché intérieur, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention ».

Exposé des motifs

1- Le tableau présenté dans l'article récapitule les ressources et les charges du Budget général et des Comptes spéciaux du Trésor.

2 - Le même article autorise le Président de la République à émettre des emprunts et à recevoir des dons afin d'assurer la trésorerie de l'Etat pour un montant global de 832.770.000.000 de francs CFA. Ce montant correspond au déficit budgétaire évalué à 457.270.000.000 de francs CFA augmenté du montant des ressources extérieures affectées à des dépenses d'investissement de 337.100.000.000 de FCFA et des dons budgétaires de 38.400.000.000 de FCFA.

DEUXIEME PARTIE :

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES

TITRE PREMIER : MOYENS DES SERVICES

A – BUDGET GENERAL

A-1 DEPENSES ORDINAIRES

ARTICLE 4 : Services votés

Texte de l'article :

« Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances rectificative pour l'année 2013, au titre des services votés réévalués des dépenses ordinaires, est fixé à la somme de 1.505.270.000.000 francs CFA conformément à l'annexe 3 et selon la répartition par titre suivante :

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique	412 970 000 000 francs CFA
- Titre 2 dépenses de personnel	463 100 000 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	338 416 590 695 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	290 783 409 305 francs CFA

Exposé des motifs

I – Les services votés font l'objet d'une évaluation globale et d'un vote unique (article 41 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances).

II – Les éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances initiale 2013 et ceux prévus pour la présente loi de finances rectificative, au titre des services votés, sont fournis, en ce qui concerne les dépenses ordinaires :

- par le tableau II joint à l'exposé des motifs par article et qui présente la comparaison par titre et par section, les crédits ouverts dans la loi de finances initiale 2013 et ceux prévus dans la première loi de finances rectificative;
- par l'annexe 3 qui indique, les services votés réévalués de chaque institution et ministère dans le cadre de la première loi de finances rectificative pour 2013.

III – La répartition des crédits applicables aux services votés s'établit comme suit par grande catégorie de dépenses :

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique	412 970 000 000 francs CFA
- Titre 2 dépenses de personnel	463 100 000 000 francs CFA
- Titre 3 et 4 autres dépenses courantes	629 200 000 000 francs CFA
Total	1 505 270 000 000 francs CFA

ARTICLE 5 : Mesures nouvelles

Texte de l'article :

« Il est ouvert, pour la loi de finances rectificative pour l'année 2013, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires, des crédits d'un montant de 72.100.000.000 francs CFA ainsi répartis :

- Titre 2 dépenses de personnel	14 000 000 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	20 341 000 000 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	37 759 000 000 francs CFA

Ces crédits sont répartis par institution et ministère conformément à l'annexe 4 de la présente loi.»

Exposé des motifs

I – Des crédits nouveaux ont été ouverts pour, d'une part, allouer les services non dotés dans la loi de finances initiale pour 2013 et, d'autre part, prendre en charge les contraintes majeures apparues au cours de l'exécution.

II – Les justifications détaillées par titre sont présentées dans les fascicules établis pour chaque pouvoir public ou ministère.

Conformément à l'article 41 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances, les mesures nouvelles par titre et par pouvoir public et ministère, des dépenses ordinaires sont présentées en annexe 4.

A –2 DEPENSES D'INVESTISSEMENT

ARTICLE 6 : Dépenses en capital sur ressources internes

Texte de l'article :

« I – Il est ouvert pour la loi de finances rectificative pour l'année 2013, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement d'un montant de 532.100 000 000 francs CFA ainsi répartis :

- Titre 5: Investissement exécutés par l'Etat	164 913 992 000 francs CFA
- Titre 6: Tranfert en capital	367 186 008 000 francs CFA

II – Il est ouvert pour la loi de finances rectificative 2013, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes d'un montant de 4 810 540 000 000 de francs CFA.

Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe 5 bis jointe à la présente loi.

Exposé des motifs

Le financement interne des dépenses d'investissement prévu dans la loi de finances initiale pour un montant de 515,3 milliards de francs CFA a connu une hausse de 16,8 milliards de francs CFA, pour s'établir à 532,1 milliards de francs CFA.

Par ailleurs cette hausse s'est répercutée dans le montant total des autorisations de programme (AP).

ARTICLE 7 : Dépenses en capital sur ressources externes

Texte de l'article :

« I – Pour la loi de finances rectificative pour l'année 2013, les prévisions de tirage (emprunts et subventions) affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures sont évaluées à 337 100 000 000 francs CFA ainsi réparties :

<i>- Emprunts</i>	<i>168 200 000 000 francs CFA</i>
<i>- Subventions</i>	<i>168 900 000 000 francs CFA</i>

II – les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 4 155 755 000 000 de francs CFA.

Ces financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe 5 bis jointe à la présente loi.

Exposé des motifs

Le financement extérieur des dépenses d'investissement est réévalué à la baisse à un montant de 337,1 milliards de francs CFA, soit une diminution de 60 milliards de francs CFA par rapport à la loi de finances initiale. Il est constitué de prêts à des conditions concessionnelles pour un montant de 144,2 milliards de francs CFA, d'emprunts semi-concessionnels pour un montant de 24 milliards de francs CFA et de subventions pour un montant de 168,9 milliards de francs CFA.

TITRE 2 : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 2 : Disposition nouvelle

Texte de l'article :

« Les dispositions de la loi n°2012-18 du 17 décembre 2012 portant loi de finances pour l'année 2013 sont complétées par deux articles 20 et 21 ainsi libellés :

ARTICLE 20 : ratification de décrets d'avances

Texte de l'article :

« Sont ratifiés les crédits ouverts par les décrets n°2012-278 du 16 février 2012, 2012-747 du 19 juillet 2012, 2012-903 du 30 août 2012, 2012-910 du 05 septembre 2012, 2012-988 du 18 septembre 2012, 2012-1162 du 25 octobre 2012, 2012-1277 du 15 novembre 2012, 2012-1299 du 15 novembre 2012, 2012-1333 du 16 novembre 2012, 2012-1410 du 08 décembre 2012, 2012-1423 du 10 décembre 2012, 2012-724 du 19 août 2012, 2012-826 du 07 août 2012, 2012-1227 du 05 novembre 2012, 2012-1226 du 05 novembre 2012, 2012-1225 du 05 novembre 2012, 2012-854 du 14 août 2012, 2012-665 du 19 juin 2012, 2012-600 du 19 juin 2012, 2012-909 du 05 septembre 2012, 2012-990 du 19 septembre 2012, 2012-1071 du 04 octobre 2012, 2012-1334 du 16 novembre 2012, 2012-1435 du 14 décembre 2012, 2013-583 du 29 avril 2013, 2013-314 du 06 mars 2013 portant ouverture de crédits à titre d'avances. »

Exposé des motifs

Conformément aux dispositions de l'article 12, 3° de la loi organique 2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances, il est demandé à l'Assemblée nationale de ratifier les décrets d'avance pris.

Au titre des dépenses de fonctionnement, il s'agit des décrets suivants :

- ✓ Décret n°2012-278 du 16 février 2012 d'un montant de 357.326.000 de francs CFA ;
- ✓ Décret n° 2012-747 du 19 juillet 2012 d'un montant de 2.663.908.000 de francs CFA ;
- ✓ Décret n° 2012-903 du 30 août 2012 d'un montant de 900.000.000 de francs CFA ;
- ✓ Décret n° 2012-910 du 05 septembre 2012 d'un montant de 1.712.000.000 de francs CFA ;
- ✓ Décret n° 2012-988 du 18 septembre 2012 d'un montant de 1.311.980.600 de francs CFA ;
- ✓ Décret n° 2012-1162 du 25 octobre 2012 d'un montant de 589.006.942 de francs CFA ;
- ✓ Décret n° 2012-1277 du 15 novembre 2012 d'un montant de 25.850.000 de francs CFA ;
- ✓ Décret n° 2012-1299 du 15 novembre 2012 d'un montant de 65.000.000 de francs CFA ;

- ✓ Décret n° 2012-1333 du 16 novembre 2012 d'un montant de 20.837.212.000 de francs CFA ;
- ✓ Décret n° 2012-1410 du 08 décembre 2012 d'un montant de 6.478.940.492 de francs CFA ;
- ✓ Décret n° 2012-1423 du 10 décembre 2012 d'un montant de 78.686.000 de francs CFA.

Au titre des dépenses d'investissement, il s'agit des décrets suivants :

- ✓ Décret n°2012-724 du 19/08/2012 d'un montant de 150 000 000 de francs CFA ;
- ✓ Décret n°2012-826 du 07/08/2012 d'un montant de 1 925 000 000 de francs CFA ;
- ✓ Décret n°2012-1227 du 05/11/2012 d'un montant de 150 000 000 de francs CFA ;
- ✓ Décret n°2012- 1226 du 05/11/2012 d'un montant de 2 267 878 484 de francs CFA ;
- ✓ Décret n°2012- 1225 du 05/11/2012 d'un montant de 2 995 900 000 de francs CFA ;
- ✓ Décret n°2012- 854 du 14/08/2012 d'un montant de 1 485 449 840 de francs CFA ;
- ✓ Décret n°2012-665 du 19/06/2012 d'un montant de 3 000 000 000 de francs CFA ;
- ✓ Décret n°2012- 600 du 19/06/2012 d'un montant de 11 200 000 000 de francs CFA ;
- ✓ Décret n°2012- 909 du 05/09/2012 d'un montant de 2 377 956 625 de francs CFA ;
- ✓ Décret n°2012-990 du 19/09/2012 d'un montant de 970 000 000 de francs CFA ;
- ✓ Décret n°2012- 1071 du 04/10/2012 d'un montant de 2 940 000 000 de francs CFA ;
- ✓ Décret n°2012- 1334 du 16/11/2012 d'un montant de 2 089 000 000 de francs CFA ;
- ✓ Décret n°2012- 1435 du 14/12/2012 d'un montant de 400 000 000 de francs CFA ;
- ✓ Décret n°2013- 583 du 29/04/2013 d'un montant de 10 798 882 647 de francs CFA.
- ✓ Décret n°2013- 314 du 06/03/2013 d'un montant de 25 575 307 525 de francs CFA.

L'ensemble de ces décrets d'avance ont été gagés sur des annulations de crédits d'égal montant pour maintenir l'équilibre financier.

ARTICLE 21 : Disposition accordant des avantages fiscaux et douaniers dérogatoires

« Le Ministre chargé des Finances est autorisé, pendant un délai de trois (3) ans, à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, à accorder des avantages fiscaux et douaniers dérogatoires au Code général des impôts et au Code des investissements, aux investisseurs qui interviennent dans le domaine de la fourniture d'énergie électrique à la SENELEC.

Ces dispositions s'appliquent exclusivement aux personnes physiques ou morales qui réalisent des investissements d'un montant supérieur à 250 milliards ou qui offrent une capacité au moins égale à 150 méga watts.

Le contenu des avantages fiscaux et douaniers visés à l'alinéa premier ainsi que leurs modalités de mise en œuvre seront précisés dans la convention signée avec l'investisseur ou dans tout autre acte pris à cet effet. »

Exposé des motifs :

Dans le cadre de la rationalisation des dépenses fiscales, la loi n°2012-32 du 31 décembre 2012, modifiant diverses dispositions législatives relatives aux régimes fiscaux particuliers, a procédé à la suppression ou à la transposition, dans le Code général des impôts (CGI), des dispositions de fiscalité intérieure qui étaient jusque-là contenues dans divers textes législatifs. C'est ainsi qu'ont été supprimés tous les avantages fiscaux qui étaient prévus par la loi n°2007-25 du 22 mai 2007 accordant des avantages dérogatoires au Code des investissements et au Code minier pour les investissements de plus de 250 milliards de francs CFA.

Cependant, il apparaît qu'antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi n°2012-32 du 31 décembre 2012 précitée, le Gouvernement s'était engagé, dans le cadre des négociations de contrats d'achat d'énergie, à accorder aux cocontractants de la SENELEC divers avantages fiscaux et douaniers, sur le fondement des anciennes dispositions de la loi n°2007-25 du 22 mai 2007 susvisée.

Aussi, pour permettre au Gouvernement de respecter ses engagements tout en se conformant à la législation en vigueur, convient-il d'autoriser, de façon temporaire, le Ministre chargé des Finances à accorder des avantages fiscaux et douaniers dérogatoires aux fournisseurs d'énergie de la SENELEC dont les contrats sont encore en cours de négociation.

TABLEAUX RECAPITULATIFS

- BUDGET GENERAL -

- RECETTES -

I. PRESENTATION DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2013.

TABLEAU I : Prévisions des ressources par article, paragraphe et ligne

En milliers de francs CFA

	PREVISIONS LFI 2013	REALISATIONS AU 3 0AVRIL 2013	PREVISIONS LFR 2013	ECARTS LFI/LFR	TAUX ECART
ARTICLE 71- RECETTES FISCALES					
Paragraphe 0711 - Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	160 500 000	45 300 000	151 500 000	-9 000 000	-5,61%
Paragraphe 0712 - Impôts sur les salaires et autres rémunérations	238 600 000	79 000 000	238 600 000	0	0,00%
Paragraphe 0713 - Impôts sur le patrimoine (droit d'enregistrement)	24 100 000	0	20 600 000	-3 500 000	-14,52%
Paragraphe 0714 - Autres impôts directs (dont CGU)	0	0	0	0	
TOTAL IMPOTS DIRECTS	423 200 000	124 300 000	410 700 000	-12 500 000	-2,95%
Paragraphe 0715 - Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	796 800 000	201 100 000	781 000 000	-15 800 000	-1,98%
Paragraphe 0716 - Droits de timbre et d'enregistrement	33 300 000	14 300 000	32 000 000	-1 300 000	-3,90%
Paragraphe 0717 - Droits et taxes à l'importation	202 400 000	65 900 000	202 400 000	0	0,00%
Paragraphe 0719 - Autres recettes fiscales****	36 800 000	5 200 000	32 900 000	-3 900 000	-10,60%
TOTAL IMPOTS INDIRECTS	1 069 300 000	286 500 000	1 048 300 000	-21 000 000	-1,96%
071 - TOTAL RECETTES FISCALES	1 492 500 000	410 800 000	1 459 000 000	-33 500 000	-2,24%
ARTICLE 72 - RECETTES NON FISCALES				0	
Paragraphe 0721 - Revenu de l'Entreprise et du Domaine	22 500 000	2 400 000	22 500 000	0	0,00%
Paragraphe 0722 - Droits et frais administratifs	100 000	0	100 000	0	0,00%
Paragraphe 0723 - Amendes et Condamnations pécuniaires	100 000	0	100 000	0	0,00%
Paragraphe 0724 - Produits financiers	52 000 000	2 400 000	57 600 000	5 600 000	10,77%
Paragraphe 0729 - Autres recettes non fiscales	2 700 000	2 000 000	2 700 000	0	0,00%
072 - TOTAL RECETTES NON FISCALES	77 400 000	6 800 000	83 000 000	5 600 000	7,24%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1 569 900 000	417 600 000	1 542 000 000	-27 900 000	-1,78%
074 - DONS PROGRAMMES	38 600 000	0	38 400 000	-200 000	-0,52%
076 - RECETTES EXCEPTIONNELLES***	59 000 000	0	59 000 000	0	0,00%
729 - REMBOURSEMENT DE PRÊTS ET AVANCES (PRETS RETROCEDES)	12 800 000	0	12 800 000	0	0,00%
014 - EMISSIONS DE BONS DU TRESOR A PLUS D'UN AN	150 000 000	25 950 000	79 000 000	-71 000 000	-47,33%
016 - EMPRUNTS PROGRAMMES	37 200 000	0	51 000 000	13 800 000	37,10%
017 AUTRES EMPRUNTS****	186 050 000	59 650 000	327 270 000	141 220 000	75,90%
Total emprunts	373 250 000	85 600 000	457 270 000	84 020 000	22,51%
TOTAL ARTICLES 74, 76, 729, 14, 16 et 17	483 650 000	85 600 000	567 470 000	83 820 000	17,33%
TOTAL RESSOURCES INTERNES (ARTICLES 71 - 72 - 76 - 29 - 14-16 et 17)	2 053 550 000	503 200 000	2 109 470 000	55 920 000	2,72%
012 - DONS PROJETS ET LEGS	168 900 000	24 490 147	168 900 000	0	0,00%
015 - TIRAGES SUR EMPRUNTS PROJETS	228 200 000	52 436 997	168 200 000	-60 000 000	-26,29%
TOTAL RESSOURCES EXTERNES (ARTICLES 12, et 15)	397 100 000	76 927 144	337 100 000	-60 000 000	-15,11%
TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL	2 450 650 000	580 127 144	2 446 570 000	-4 080 000	-0,17%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	80 466 000		80 466 000	0	0,00%
TOTAL RESSOURCES LOI DE FINANCES (Budget général+Comptes spéciaux du Trésor)	2 531 116 000	580 127 144	2 527 036 000	-4 080 000	-0,16%

II. COMPARAISON PAR TITRE ET PAR POUVOIR PUBLIC OU MINISTÈRE DES CREDITS OUVERTS PAR LA LOI DE FINANCES INITIALE 2013 ET CEUX PREVUS DANS LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2013.

République du Sénégal



Un Peuple - Un But - Une Foi

RECAPITULATION GLOBALE PAR TITRE

	Crédits Ouverts en LFI		Loi de Finances Rectificative pour l'année 2013			
	2013	Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
BUDGET GENERAL						
Dépenses consolidées						
Titre 1 - Dette Publique	440 850 000 000	412 970 000 000	0	412 970 000 000	-27 880 000 000	-6,32%
Titre 2 - Dépenses de personnel	467 100 000 000	463 100 000 000	14 000 000 000	477 100 000 000	10 000 000 000	2,14%
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	352 095 419 370	338 416 590 695	20 341 000 000	358 757 590 695	6 662 171 325	1,89%
Titre 4 - Dépenses de transfert	278 204 580 630	290 783 409 305	37 759 000 000	328 542 409 305	50 337 828 675	18,09%
TOTAL CONSOLIDE AVEC DOTATIONS INTERNES	1 538 250 000 000	1 505 270 000 000	72 100 000 000	1 577 370 000 000	39 120 000 000	2,54%
Dépenses d'Investissement						
Titre 5 - Dépenses en capital	581 082 369 000	497 447 576 525	4 566 415 000	502 013 991 525	-79 068 377 475	-13,61%
Titre 6 - Transfert en capital	331 317 631 000	354 952 423 475	12 233 585 000	367 186 008 475	35 868 377 475	10,83%
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT	912 400 000 000	852 400 000 000	16 800 000 000	869 200 000 000	-43 200 000 000	-4,73%
TOTAL BUDGET GENERAL	2 450 650 000 000	2 357 670 000 000	88 900 000 000	2 446 570 000 000	-4 080 000 000	-0,17%
Titre 7 - Comptes Spéciaux du Trésor	80 466 000 000	80 466 000 000	0	80 466 000 000	0	0,0%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	80 466 000 000	80 466 000 000	0	80 466 000 000	0	0,0%
TOTAL BUDGET GENERAL ET CST	2 531 116 000 000	2 438 136 000 000	88 900 000 000	2 527 036 000 000	-4 080 000 000	-0,16%
dont total hors dépenses de personnel et dette	630 300 000 000	629 200 000 000	58 100 000 000	687 300 000 000	57 000 000 000	9,04%
Dotation internes(transferts courants) (1)						
Dotation Aval et Garanties	0	0	0	0	0	
Dotation Prêts au logement	6 000 000 000	6 000 000 000	0	6 000 000 000	0	0,0%
Total dotations internes(Transferts courants)	6 000 000 000	6 000 000 000	0	6 000 000 000	0	0,0%
Dont Budget Gén à CST						
Total Dépenses consolidées						
Titre 1 - Dette Publique	440 850 000 000	412 970 000 000	0	412 970 000 000	-27 880 000 000	-6,32%
Titre 2 - Dépenses de personnel	467 100 000 000	463 100 000 000	14 000 000 000	477 100 000 000	10 000 000 000	2,14%
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	352 095 419 370	338 416 590 695	20 341 000 000	358 757 590 695	6 662 171 325	1,89%
Titre 4 - Transferts courant	272 204 580 630	284 783 409 305	37 759 000 000	322 542 409 305	50 337 828 675	18,49%
TOTAL CONSOLIDE HORS DOTATIONS INTERNES ET DETTE	1 532 250 000 000	1 499 270 000 000	72 100 000 000	1 571 370 000 000	39 120 000 000	2,55%
Dépenses d'Investissement						
Titre 5 - Dépenses en capital	581 082 369 000	497 447 576 525	4 566 415 000	502 013 991 525	-79 068 377 475	-13,61%
Titre 6 - Transfert en capital	331 317 631 000	354 952 423 475	12 233 585 000	367 186 008 475	35 868 377 475	10,83%
Total Dépenses d'Investissement	912 400 000 000	852 400 000 000	16 800 000 000	869 200 000 000	-43 200 000 000	-4,73%
Total Budget Général	2 444 650 000 000	2 351 670 000 000	88 900 000 000	2 440 570 000 000	-4 080 000 000	-0,17%
Titre 7 - Comptes Spéciaux du Trésor	80 466 000 000	80 466 000 000	0	80 466 000 000	0	0,0%
Total Comptes Spéciaux du Trésor	80 466 000 000	80 466 000 000	0	80 466 000 000	0	0,0%
TOTAL BUDGET GENERAL ET CST	2 525 116 000 000	2 432 136 000 000	88 900 000 000	2 521 036 000 000	-4 080 000 000	-0,16%

(1) BG à CST = Dotations du Budget Général aux Comptes Spéciaux du Trésor



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2013	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
10 Dette Publique						
DETTE PUBLIQUE						
Dette Publique						
Titre 1 - 10 Amortissement et charge de la dette publique	440 850 000 000	412 970 000 000	0	412 970 000 000	-27 880 000 000	-6,32
Total Dette Publique	440 850 000 000	412 970 000 000	0	412 970 000 000	-27 880 000 000	-6,32
TOTAL DETTE PUBLIQUE	440 850 000 000	412 970 000 000	0	412 970 000 000	-27 880 000 000	-6,32
Total Général Section 10	440 850 000 000	412 970 000 000	0	412 970 000 000	-27 880 000 000	-6,32
21 Présidence de la République						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 21 Dépenses de personnel	4 038 065 200	4 038 065 200	0	4 038 065 200	0	0,0
Titre 3 - 21 Dépenses de fonctionnement	9 231 774 000	9 800 774 000	475 000 000	10 275 774 000	1 044 000 000	11,31
Titre 4 - 21 Transferts courants	14 353 728 000	22 043 728 000	3 930 000 000	25 973 728 000	11 620 000 000	80,95
Total Budget de Fonctionnement	27 623 567 200	35 882 567 200	4 405 000 000	40 287 567 200	12 664 000 000	45,84
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 21 Investissements exécutés par l'état	22 727 570 000	22 727 570 000	100 000 000	22 827 570 000	100 000 000	0,44
Titre 6 - 21 Transfert en capital	26 195 430 000	31 195 430 000	510 000 000	31 705 430 000	5 510 000 000	21,03
Total Budget d'Investissement	48 923 000 000	53 923 000 000	610 000 000	54 533 000 000	5 610 000 000	11,47
TOTAL BUDGET GENERAL	76 546 567 200	89 805 567 200	5 015 000 000	94 820 567 200	18 274 000 000	23,87
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR						
Comptes Spéciaux du Trésor						
Titre 7 - 21 Comptes Spéciaux du Trésor	210 000 000	210 000 000	0	210 000 000	0	0,0
Total Comptes Spéciaux du Trésor	210 000 000	210 000 000	0	210 000 000	0	0,0
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	210 000 000	210 000 000	0	210 000 000	0	0,0
Total Général Section 21	76 756 567 200	90 015 567 200	5 015 000 000	95 030 567 200	18 274 000 000	23,81
22 Assemblée Nationale						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 22 Dépenses de personnel	8 241 277 580	8 241 277 580	0	8 241 277 580	0	0,0
Titre 3 - 22 Dépenses de fonctionnement	7 468 345 000	7 508 345 000	0	7 508 345 000	40 000 000	0,54
Titre 4 - 22 Transferts courants	91 161 000	91 161 000	0	91 161 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	15 800 783 580	15 840 783 580	0	15 840 783 580	40 000 000	0,25
Budget d'Investissement						
Titre 6 - 22 Transfert en capital	750 000 000	750 000 000	0	750 000 000	0	0,0
Total Budget d'Investissement	750 000 000	750 000 000	0	750 000 000	0	0,0
TOTAL BUDGET GENERAL	16 550 783 580	16 590 783 580	0	16 590 783 580	40 000 000	0,24
Total Général Section 22	16 550 783 580	16 590 783 580	0	16 590 783 580	40 000 000	0,24



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2013	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
23 Commission Electorale Nationale Autonome						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 3 - 23 Dépenses de fonctionnement	0	0	0	0	0	
Titre 4 - 23 Transferts courants	2 100 983 000	2 100 983 000	0	2 100 983 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	2 100 983 000	2 100 983 000	0	2 100 983 000	0	0,0
TOTAL BUDGET GENERAL	2 100 983 000	2 100 983 000	0	2 100 983 000	0	0,0
Total Général Section 23	2 100 983 000	2 100 983 000	0	2 100 983 000	0	0,0
24 Conseil Economique et Social						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 24 Dépenses de personnel	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	1 000 000 000	
Titre 3 - 24 Dépenses de fonctionnement	0	327 500 000	0	327 500 000	327 500 000	
Titre 4 - 24 Transferts courants	0	347 087 000	0	347 087 000	347 087 000	
Total Budget de Fonctionnement	0	1 674 587 000	0	1 674 587 000	1 674 587 000	
TOTAL BUDGET GENERAL	0	1 674 587 000	0	1 674 587 000	1 674 587 000	
Total Général Section 24	0	1 674 587 000	0	1 674 587 000	1 674 587 000	
25 Conseil Constitutionnel						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 25 Dépenses de personnel	137 043 400	137 043 400	0	137 043 400	0	0,0
Titre 3 - 25 Dépenses de fonctionnement	108 370 000	108 370 000	0	108 370 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	245 413 400	245 413 400	0	245 413 400	0	0,0
Budget d'Investissement						
Titre 6 - 25 Transfert en capital	0	0	0	0	0	
Total Budget d'Investissement	0	0	0	0	0	
TOTAL BUDGET GENERAL	245 413 400	245 413 400	0	245 413 400	0	0,0
Total Général Section 25	245 413 400	245 413 400	0	245 413 400	0	0,0
27 Cour Suprême						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 27 Dépenses de personnel	805 771 000	805 771 000	0	805 771 000	0	0,0
Titre 3 - 27 Dépenses de fonctionnement	915 956 000	915 956 000	0	915 956 000	0	0,0
Titre 4 - 27 Transferts courants	1 977 000	1 977 000	0	1 977 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	1 723 704 000	1 723 704 000	0	1 723 704 000	0	0,0
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 27 Investissements exécutés par l'état	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	0,0
Total Budget d'Investissement	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	0,0
TOTAL BUDGET GENERAL	1 873 704 000	1 873 704 000	0	1 873 704 000	0	0,0
Total Général Section 27	1 873 704 000	1 873 704 000	0	1 873 704 000	0	0,0



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2013	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
28 Cour des Comptes						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 28 Dépenses de personnel	765 533 880	770 533 880	0	770 533 880	5 000 000	0,65
Titre 3 - 28 Dépenses de fonctionnement	253 952 000	253 952 000	0	253 952 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	1 019 485 880	1 024 485 880	0	1 024 485 880	5 000 000	0,49
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 28 Investissements exécutés par l'état	125 000 000	125 000 000	0	125 000 000	0	0,0
Titre 6 - 28 Transfert en capital	1 586 000 000	1 586 000 000	0	1 586 000 000	0	0,0
Total Budget d'Investissement	1 711 000 000	1 711 000 000	0	1 711 000 000	0	0,0
TOTAL BUDGET GENERAL	2 730 485 880	2 735 485 880	0	2 735 485 880	5 000 000	0,18
Total Général Section 28	2 730 485 880	2 735 485 880	0	2 735 485 880	5 000 000	0,18
30 Primature						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 30 Dépenses de personnel	1 173 835 140	1 173 835 140	0	1 173 835 140	0	0,0
Titre 3 - 30 Dépenses de fonctionnement	3 073 274 000	3 073 274 000	120 000 000	3 193 274 000	120 000 000	3,90
Titre 4 - 30 Transferts courants	4 975 741 000	5 087 390 020	0	5 087 390 020	111 649 020	2,24
Total Budget de Fonctionnement	9 222 850 140	9 334 499 160	120 000 000	9 454 499 160	231 649 020	2,51
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 30 Investissements exécutés par l'état	9 014 000 000	9 014 000 000	0	9 014 000 000	0	0,0
Titre 6 - 30 Transfert en capital	11 547 000 000	11 547 000 000	900 000 000	12 447 000 000	900 000 000	7,79
Total Budget d'Investissement	20 561 000 000	20 561 000 000	900 000 000	21 461 000 000	900 000 000	4,38
TOTAL BUDGET GENERAL	29 783 850 140	29 895 499 160	1 020 000 000	30 915 499 160	1 131 649 020	3,80
Total Général Section 30	29 783 850 140	29 895 499 160	1 020 000 000	30 915 499 160	1 131 649 020	3,80
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 31 Dépenses de personnel	14 268 454 180	15 347 173 180	0	15 347 173 180	1 078 719 000	7,56
Titre 3 - 31 Dépenses de fonctionnement	12 469 921 000	17 469 921 000	3 305 000 000	20 774 921 000	8 305 000 000	66,60
Titre 4 - 31 Transferts courants	5 210 634 000	7 210 634 000	0	7 210 634 000	2 000 000 000	38,38
Total Budget de Fonctionnement	31 949 009 180	40 027 728 180	3 305 000 000	43 332 728 180	11 383 719 000	35,63
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 31 Investissements exécutés par l'état	6 565 000 000	6 665 000 000	0	6 665 000 000	100 000 000	1,52
Titre 6 - 31 Transfert en capital	630 000 000	630 000 000	10 000 000	640 000 000	10 000 000	1,59
Total Budget d'Investissement	7 195 000 000	7 295 000 000	10 000 000	7 305 000 000	110 000 000	1,53
TOTAL BUDGET GENERAL	39 144 009 180	47 322 728 180	3 315 000 000	50 637 728 180	11 493 719 000	29,36
Total Général Section 31	39 144 009 180	47 322 728 180	3 315 000 000	50 637 728 180	11 493 719 000	29,36



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2013	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
32 Ministère des Forces Armées						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 32 Dépenses de personnel	66 493 920 540	67 293 920 540	0	67 293 920 540	800 000 000	1,20
Titre 3 - 32 Dépenses de fonctionnement	23 365 688 000	23 365 688 000	789 458 000	24 155 146 000	789 458 000	3,38
Titre 4 - 32 Transferts courants	2 313 687 000	2 313 687 000	730 000 000	3 043 687 000	730 000 000	31,55
Total Budget de Fonctionnement	92 173 295 540	92 973 295 540	1 519 458 000	94 492 753 540	2 319 458 000	2,52
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 32 Investissements exécutés par l'état	24 205 000 000	24 316 325 000	3 047 675 000	27 364 000 000	3 159 000 000	13,05
Titre 6 - 32 Transfert en capital	580 000 000	580 000 000	0	580 000 000	0	0,0
Total Budget d'Investissement	24 785 000 000	24 896 325 000	3 047 675 000	27 944 000 000	3 159 000 000	12,75
TOTAL BUDGET GENERAL	116 958 295 540	117 869 620 540	4 567 133 000	122 436 753 540	5 478 458 000	4,68
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR						
Comptes Spéciaux du Trésor						
Titre 7 - 32 Comptes Spéciaux du Trésor	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	0,0
Total Comptes Spéciaux du Trésor	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	0,0
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	0,0
Total Général Section 32	117 108 295 540	118 019 620 540	4 567 133 000	122 586 753 540	5 478 458 000	4,68
33 Ministère de l'Intérieur						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 33 Dépenses de personnel	29 113 642 960	29 113 642 960	0	29 113 642 960	0	0,0
Titre 3 - 33 Dépenses de fonctionnement	7 105 082 000	7 403 084 691	735 000 000	8 138 084 691	1 033 002 691	14,54
Titre 4 - 33 Transferts courants	0	0	0	0	0	0
Total Budget de Fonctionnement	36 218 724 960	36 516 727 651	735 000 000	37 251 727 651	1 033 002 691	2,85
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 33 Investissements exécutés par l'état	12 784 000 000	12 934 000 000	1 360 000 000	14 294 000 000	1 510 000 000	11,81
Titre 6 - 33 Transfert en capital	20 000 000	20 000 000	0	20 000 000	0	0,0
Total Budget d'Investissement	12 804 000 000	12 954 000 000	1 360 000 000	14 314 000 000	1 510 000 000	11,79
TOTAL BUDGET GENERAL	49 022 724 960	49 470 727 651	2 095 000 000	51 565 727 651	2 543 002 691	5,19
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR						
Comptes Spéciaux du Trésor						
Titre 7 - 33 Comptes Spéciaux du Trésor	1 056 000 000	1 056 000 000	0	1 056 000 000	0	0,0
Total Comptes Spéciaux du Trésor	1 056 000 000	1 056 000 000	0	1 056 000 000	0	0,0
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	1 056 000 000	1 056 000 000	0	1 056 000 000	0	0,0
Total Général Section 33	50 078 724 960	50 526 727 651	2 095 000 000	52 621 727 651	2 543 002 691	5,08



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2013	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
34 Ministère de la Justice						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 34 Dépenses de personnel	16 684 578 640	16 781 543 640	0	16 781 543 640	96 965 000	0,58
Titre 3 - 34 Dépenses de fonctionnement	5 379 517 000	5 379 517 000	0	5 379 517 000	0	0,0
Titre 4 - 34 Transferts courants	1 413 862 000	1 443 862 000	0	1 443 862 000	30 000 000	2,12
Total Budget de Fonctionnement	23 477 957 640	23 604 922 640	0	23 604 922 640	126 965 000	0,54
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 34 Investissements exécutés par l'état	6 386 000 000	6 386 000 000	0	6 386 000 000	0	0,0
Total Budget d'Investissement	6 386 000 000	6 386 000 000	0	6 386 000 000	0	0,0
TOTAL BUDGET GENERAL	29 863 957 640	29 990 922 640	0	29 990 922 640	126 965 000	0,43
Total Général Section 34	29 863 957 640	29 990 922 640	0	29 990 922 640	126 965 000	0,43
35 Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations avec les Institutions						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 35 Dépenses de personnel	1 598 514 640	1 598 514 640	0	1 598 514 640	0	0,0
Titre 3 - 35 Dépenses de fonctionnement	481 909 000	627 019 368	0	627 019 368	145 110 368	30,11
Titre 4 - 35 Transferts courants	254 920 000	254 920 000	0	254 920 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	2 335 343 640	2 480 454 008	0	2 480 454 008	145 110 368	6,21
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 35 Investissements exécutés par l'état	890 000 000	890 000 000	0	890 000 000	0	0,0
Titre 6 - 35 Transfert en capital	130 000 000	130 000 000	63 705 000	193 705 000	63 705 000	49,00
Total Budget d'Investissement	1 020 000 000	1 020 000 000	63 705 000	1 083 705 000	63 705 000	6,25
TOTAL BUDGET GENERAL	3 355 343 640	3 500 454 008	63 705 000	3 564 159 008	208 815 368	6,22
Total Général Section 35	3 355 343 640	3 500 454 008	63 705 000	3 564 159 008	208 815 368	6,22
40 Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 40 Dépenses de personnel	1 341 541 280	1 341 541 280	0	1 341 541 280	0	0,0
Titre 3 - 40 Dépenses de fonctionnement	525 650 000	525 650 000	0	525 650 000	0	0,0
Titre 4 - 40 Transferts courants	183 447 000	183 447 000	0	183 447 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	2 050 638 280	2 050 638 280	0	2 050 638 280	0	0,0
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 40 Investissements exécutés par l'état	19 167 900 000	11 167 900 000	0	11 167 900 000	-8 000 000 000	-41,74
Titre 6 - 40 Transfert en capital	2 828 100 000	2 828 100 000	0	2 828 100 000	0	0,0
Total Budget d'Investissement	21 996 000 000	13 996 000 000	0	13 996 000 000	-8 000 000 000	-36,37
TOTAL BUDGET GENERAL	24 046 638 280	16 046 638 280	0	16 046 638 280	-8 000 000 000	-33,27
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR						
Comptes Spéciaux du Trésor						
Titre 7 - 40 Comptes Spéciaux du Trésor	950 000 000	950 000 000	0	950 000 000	0	0,0
Total Comptes Spéciaux du Trésor	950 000 000	950 000 000	0	950 000 000	0	0,0
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	950 000 000	950 000 000	0	950 000 000	0	0,0
Total Général Section 40	24 996 638 280	16 996 638 280	0	16 996 638 280	-8 000 000 000	-32,00



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2013	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
41 Ministère des Infrastructures et des Transports						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 41 Dépenses de personnel	690 874 880	690 874 880	0	690 874 880	0	0,0
Titre 3 - 41 Dépenses de fonctionnement	354 855 000	354 855 000	0	354 855 000	0	0,0
Titre 4 - 41 Transferts courants	276 109 000	276 109 000	0	276 109 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	1 321 838 880	1 321 838 880	0	1 321 838 880	0	0,0
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 41 Investissements exécutés par l'état	90 722 000 000	73 222 000 000	0	73 222 000 000	-17 500 000 000	-19,29
Titre 6 - 41 Transfert en capital	81 260 000 000	88 700 000 000	464 000 000	89 164 000 000	7 904 000 000	9,73
Total Budget d'Investissement	171 982 000 000	161 922 000 000	464 000 000	162 386 000 000	-9 596 000 000	-5,58
TOTAL BUDGET GENERAL	173 303 838 880	163 243 838 880	464 000 000	163 707 838 880	-9 596 000 000	-5,54
Total Général Section 41	173 303 838 880	163 243 838 880	464 000 000	163 707 838 880	-9 596 000 000	-5,54
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 42 Dépenses de personnel	2 150 273 000	2 150 273 000	0	2 150 273 000	0	0,0
Titre 3 - 42 Dépenses de fonctionnement	1 104 950 000	1 104 950 000	8 280 000	1 113 230 000	8 280 000	0,75
Titre 4 - 42 Transferts courants	6 262 126 000	6 262 126 000	0	6 262 126 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	9 517 349 000	9 517 349 000	8 280 000	9 525 629 000	8 280 000	0,09
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 42 Investissements exécutés par l'état	59 657 600 000	56 336 000 000	0	56 336 000 000	-3 321 600 000	-5,57
Titre 6 - 42 Transfert en capital	63 405 400 000	63 809 000 000	0	63 809 000 000	403 600 000	0,64
Total Budget d'Investissement	123 063 000 000	120 145 000 000	0	120 145 000 000	-2 918 000 000	-2,37
TOTAL BUDGET GENERAL	132 580 349 000	129 662 349 000	8 280 000	129 670 629 000	-2 909 720 000	-2,19
Total Général Section 42	132 580 349 000	129 662 349 000	8 280 000	129 670 629 000	-2 909 720 000	-2,19
43 Ministère de l'Economie et des Finances						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 43 Dépenses de personnel	17 819 807 380	17 819 807 380	0	17 819 807 380	0	0,0
Titre 3 - 43 Dépenses de fonctionnement	7 787 120 891	8 247 808 891	75 000 000	8 322 808 891	535 688 000	6,88
Titre 4 - 43 Transferts courants	4 295 941 380	4 588 334 035	0	4 588 334 035	292 392 655	6,81
Total Budget de Fonctionnement	29 902 869 651	30 655 950 306	75 000 000	30 730 950 306	828 080 655	2,77
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 43 Investissements exécutés par l'état	55 668 299 000	30 144 570 525	58 740 000	30 203 310 525	-25 464 988 475	-45,74
Titre 6 - 43 Transfert en capital	38 116 701 000	36 617 349 475	1 903 280 000	38 520 629 475	403 928 475	1,06
Total Budget d'Investissement	93 785 000 000	66 761 920 000	1 962 020 000	68 723 940 000	-25 061 060 000	-26,72
TOTAL BUDGET GENERAL	123 687 869 651	97 417 870 306	2 037 020 000	99 454 890 306	-24 232 979 345	-19,59
COMPTE SPECIAUX DU TRESOR						
Comptes Spéciaux du Trésor						
Titre 7 - 43 Comptes Spéciaux du Trésor	78 100 000 000	78 100 000 000	0	78 100 000 000	0	0,0
Total Comptes Spéciaux du Trésor	78 100 000 000	78 100 000 000	0	78 100 000 000	0	0,0
TOTAL COMPTE SPECIAUX DU TRESOR	78 100 000 000	78 100 000 000	0	78 100 000 000	0	0,0
Total Général Section 43	201 787 869 651	175 517 870 306	2 037 020 000	177 554 890 306	-24 232 979 345	-12,01



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2013	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
44 Ministère de l'Energie et des Mines						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 44 Dépenses de personnel	381 234 080	381 234 080	0	381 234 080	0	0,0
Titre 3 - 44 Dépenses de fonctionnement	190 188 000	190 188 000	0	190 188 000	0	0,0
Titre 4 - 44 Transferts courants	96 311 000	96 311 000	4 000 000 000	4 096 311 000	4 000 000 000	4153,21
Total Budget de Fonctionnement	667 733 080	667 733 080	4 000 000 000	4 667 733 080	4 000 000 000	599,04
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 44 Investissements exécutés par l'état	73 046 000 000	53 709 000 000	0	53 709 000 000	-19 337 000 000	-26,47
Titre 6 - 44 Transfert en capital	15 464 000 000	15 664 000 000	0	15 664 000 000	200 000 000	1,29
Total Budget d'Investissement	88 510 000 000	69 373 000 000	0	69 373 000 000	-19 137 000 000	-21,62
TOTAL BUDGET GENERAL	89 177 733 080	70 040 733 080	4 000 000 000	74 040 733 080	-15 137 000 000	-16,97
Total Général Section 44	89 177 733 080	70 040 733 080	4 000 000 000	74 040 733 080	-15 137 000 000	-16,97
45 Ministère du Commerce de l'Industrie et du secteur informel						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 45 Dépenses de personnel	1 509 267 820	1 509 267 820	0	1 509 267 820	0	0,0
Titre 3 - 45 Dépenses de fonctionnement	426 500 000	426 500 000	0	426 500 000	0	0,0
Titre 4 - 45 Transferts courants	2 364 772 000	2 364 772 000	0	2 364 772 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	4 300 539 820	4 300 539 820	0	4 300 539 820	0	0,0
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 45 Investissements exécutés par l'état	8 935 000 000	8 935 000 000	0	8 935 000 000	0	0,0
Titre 6 - 45 Transfert en capital	2 820 000 000	2 820 000 000	0	2 820 000 000	0	0,0
Total Budget d'Investissement	11 755 000 000	11 755 000 000	0	11 755 000 000	0	0,0
TOTAL BUDGET GENERAL	16 055 539 820	16 055 539 820	0	16 055 539 820	0	0,0
Total Général Section 45	16 055 539 820	16 055 539 820	0	16 055 539 820	0	0,0
46 Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 46 Dépenses de personnel	1 148 603 700	1 148 603 700	0	1 148 603 700	0	0,0
Titre 3 - 46 Dépenses de fonctionnement	455 448 000	455 448 000	0	455 448 000	0	0,0
Titre 4 - 46 Transferts courants	15 000 000	15 000 000	0	15 000 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	1 619 051 700	1 619 051 700	0	1 619 051 700	0	0,0
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 46 Investissements exécutés par l'état	3 428 000 000	3 414 000 000	0	3 414 000 000	-14 000 000	-0,41
Titre 6 - 46 Transfert en capital	3 710 000 000	4 374 000 000	0	4 374 000 000	664 000 000	17,90
Total Budget d'Investissement	7 138 000 000	7 788 000 000	0	7 788 000 000	650 000 000	9,11
TOTAL BUDGET GENERAL	8 757 051 700	9 407 051 700	0	9 407 051 700	650 000 000	7,42
Total Général Section 46	8 757 051 700	9 407 051 700	0	9 407 051 700	650 000 000	7,42



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2013	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
49 Ministère du Tourisme et des Loisirs						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 49 Dépenses de personnel	330 671 760	344 671 760	0	344 671 760	14 000 000	4,23
Titre 3 - 49 Dépenses de fonctionnement	186 417 000	190 694 470	23 032 000	213 726 470	27 309 470	14,65
Titre 4 - 49 Transferts courants	43 877 000	43 877 000	711 000 000	754 877 000	711 000 000	1620,44
Total Budget de Fonctionnement	560 965 760	579 243 230	734 032 000	1 313 275 230	752 309 470	134,11
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 49 Investissements exécutés par l'état	2 149 000 000	2 149 000 000	0	2 149 000 000	0	0,0
Titre 6 - 49 Transfert en capital	150 000 000	150 000 000	350 000 000	500 000 000	350 000 000	233,33
Total Budget d'Investissement	2 299 000 000	2 299 000 000	350 000 000	2 649 000 000	350 000 000	15,22
TOTAL BUDGET GENERAL	2 859 965 760	2 878 243 230	1 084 032 000	3 962 275 230	1 102 309 470	38,54
Total Général Section 49	2 859 965 760	2 878 243 230	1 084 032 000	3 962 275 230	1 102 309 470	38,54
50 Ministère de l'Éducation Nationale						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 50 Dépenses de personnel	189 204 467 520	189 204 467 520	8 000 000 000	197 204 467 520	8 000 000 000	4,23
Titre 3 - 50 Dépenses de fonctionnement	120 482 836 000	120 724 497 000	1 800 000 000	122 524 497 000	2 041 661 000	1,69
Titre 4 - 50 Transferts courants	2 017 405 000	2 017 405 000	0	2 017 405 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	311 704 708 520	311 946 369 520	9 800 000 000	321 746 369 520	10 041 661 000	3,22
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 50 Investissements exécutés par l'état	35 678 000 000	35 663 000 000	0	35 663 000 000	-15 000 000	-0,04
Titre 6 - 50 Transfert en capital	5 161 000 000	5 176 000 000	0	5 176 000 000	15 000 000	0,29
Total Budget d'Investissement	40 839 000 000	40 839 000 000	0	40 839 000 000	0	0,0
TOTAL BUDGET GENERAL	352 543 708 520	352 785 369 520	9 800 000 000	362 585 369 520	10 041 661 000	2,85
Total Général Section 50	352 543 708 520	352 785 369 520	9 800 000 000	362 585 369 520	10 041 661 000	2,85
52 Ministère des Sports						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 52 Dépenses de personnel	1 149 102 920	1 149 102 920	0	1 149 102 920	0	0,0
Titre 3 - 52 Dépenses de fonctionnement	1 894 240 000	1 966 140 000	200 000 000	2 166 140 000	271 900 000	14,35
Titre 4 - 52 Transferts courants	500 275 000	428 375 000	0	428 375 000	-71 900 000	-14,37
Total Budget de Fonctionnement	3 543 617 920	3 543 617 920	200 000 000	3 743 617 920	200 000 000	5,64
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 52 Investissements exécutés par l'état	6 522 000 000	6 582 000 000	0	6 582 000 000	60 000 000	0,92
Titre 6 - 52 Transfert en capital	0	0	0	0	0	0
Total Budget d'Investissement	6 522 000 000	6 582 000 000	0	6 582 000 000	60 000 000	0,92
TOTAL BUDGET GENERAL	10 065 617 920	10 125 617 920	200 000 000	10 325 617 920	260 000 000	2,58
Total Général Section 52	10 065 617 920	10 125 617 920	200 000 000	10 325 617 920	260 000 000	2,58



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2013	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
53 Ministère de la Culture						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 53 Dépenses de personnel	879 204 500	879 204 500	0	879 204 500	0	0,0
Titre 3 - 53 Dépenses de fonctionnement	457 367 000	457 367 000	3 727 000	461 094 000	3 727 000	0,81
Titre 4 - 53 Transferts courants	3 522 406 000	3 522 406 000	0	3 522 406 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	4 858 977 500	4 858 977 500	3 727 000	4 862 704 500	3 727 000	0,08
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 53 Investissements exécutés par l'état	672 000 000	672 000 000	0	672 000 000	0	0,0
Titre 6 - 53 Transfert en capital	1 328 000 000	15 828 000 000	0	15 828 000 000	14 500 000 000	1091,87
Total Budget d'Investissement	2 000 000 000	16 500 000 000	0	16 500 000 000	14 500 000 000	725,0
TOTAL BUDGET GENERAL	6 858 977 500	21 358 977 500	3 727 000	21 362 704 500	14 503 727 000	211,46
Total Général Section 53	6 858 977 500	21 358 977 500	3 727 000	21 362 704 500	14 503 727 000	211,46
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 54 Dépenses de personnel	35 388 243 500	35 388 243 500	0	35 388 243 500	0	0,0
Titre 3 - 54 Dépenses de fonctionnement	10 235 685 000	10 235 685 000	0	10 235 685 000	0	0,0
Titre 4 - 54 Transferts courants	27 556 245 000	27 556 245 000	0	27 556 245 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	73 180 173 500	73 180 173 500	0	73 180 173 500	0	0,0
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 54 Investissements exécutés par l'état	36 750 000 000	34 000 000 000	0	34 000 000 000	-2 750 000 000	-7,48
Titre 6 - 54 Transfert en capital	13 762 000 000	9 012 000 000	0	9 012 000 000	-4 750 000 000	-34,52
Total Budget d'Investissement	50 512 000 000	43 012 000 000	0	43 012 000 000	-7 500 000 000	-14,85
TOTAL BUDGET GENERAL	123 692 173 500	116 192 173 500	0	116 192 173 500	-7 500 000 000	-6,06
Total Général Section 54	123 692 173 500	116 192 173 500	0	116 192 173 500	-7 500 000 000	-6,06
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des valeurs civiques						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 55 Dépenses de personnel	1 118 956 000	1 147 704 000	0	1 147 704 000	28 748 000	2,57
Titre 3 - 55 Dépenses de fonctionnement	674 267 000	674 267 000	0	674 267 000	0	0,0
Titre 4 - 55 Transferts courants	1 048 945 000	1 048 945 000	0	1 048 945 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	2 842 168 000	2 870 916 000	0	2 870 916 000	28 748 000	1,01
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 55 Investissements exécutés par l'état	4 326 000 000	4 026 000 000	0	4 026 000 000	-300 000 000	-6,93
Titre 6 - 55 Transfert en capital	425 000 000	425 000 000	0	425 000 000	0	0,0
Total Budget d'Investissement	4 751 000 000	4 451 000 000	0	4 451 000 000	-300 000 000	-6,31
TOTAL BUDGET GENERAL	7 593 168 000	7 321 916 000	0	7 321 916 000	-271 252 000	-3,57
Total Général Section 55	7 593 168 000	7 321 916 000	0	7 321 916 000	-271 252 000	-3,57



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2013	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 56 Dépenses de personnel	4 451 763 840	4 451 763 840	0	4 451 763 840	0	0,0
Titre 3 - 56 Dépenses de fonctionnement	3 257 219 000	3 257 219 000	0	3 257 219 000	0	0,0
Titre 4 - 56 Transferts courants	751 290 000	751 290 000	0	751 290 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	8 460 272 840	8 460 272 840	0	8 460 272 840	0	0,0
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 56 Investissements exécutés par l'état	14 849 000 000	12 849 000 000	0	12 849 000 000	-2 000 000 000	-13,47
Titre 6 - 56 Transfert en capital	2 222 000 000	2 222 000 000	0	2 222 000 000	0	0,0
Total Budget d'Investissement	17 071 000 000	15 071 000 000	0	15 071 000 000	-2 000 000 000	-11,72
TOTAL BUDGET GENERAL	25 531 272 840	23 531 272 840	0	23 531 272 840	-2 000 000 000	-7,83
Total Général Section 56	25 531 272 840	23 531 272 840	0	23 531 272 840	-2 000 000 000	-7,83
58 Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat Féminin						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 58 Dépenses de personnel	1 437 811 300	1 437 811 300	0	1 437 811 300	0	0,0
Titre 3 - 58 Dépenses de fonctionnement	973 818 000	973 818 000	0	973 818 000	0	0,0
Titre 4 - 58 Transferts courants	1 058 494 000	1 058 494 000	38 000 000	1 096 494 000	38 000 000	3,59
Total Budget de Fonctionnement	3 470 123 300	3 470 123 300	38 000 000	3 508 123 300	38 000 000	1,10
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 58 Investissements exécutés par l'état	11 590 450 000	10 965 450 000	0	10 965 450 000	-625 000 000	-5,39
Titre 6 - 58 Transfert en capital	2 732 000 000	2 732 000 000	0	2 732 000 000	0	0,0
Total Budget d'Investissement	14 322 450 000	13 697 450 000	0	13 697 450 000	-625 000 000	-4,36
TOTAL BUDGET GENERAL	17 792 573 300	17 167 573 300	38 000 000	17 205 573 300	-587 000 000	-3,30
Total Général Section 58	17 792 573 300	17 167 573 300	38 000 000	17 205 573 300	-587 000 000	-3,30
59 Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 59 Dépenses de personnel	8 656 346 680	8 627 598 680	0	8 627 598 680	-28 748 000	-0,33
Titre 3 - 59 Dépenses de fonctionnement	7 410 858 000	7 410 858 000	0	7 410 858 000	0	0,0
Titre 4 - 59 Transferts courants	1 276 685 000	1 276 685 000	0	1 276 685 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	17 343 889 680	17 315 141 680	0	17 315 141 680	-28 748 000	-0,17
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 59 Investissements exécutés par l'état	5 387 000 000	5 387 000 000	0	5 387 000 000	0	0,0
Titre 6 - 59 Transfert en capital	3 752 000 000	4 252 000 000	0	4 252 000 000	500 000 000	13,33
Total Budget d'Investissement	9 139 000 000	9 639 000 000	0	9 639 000 000	500 000 000	5,47
TOTAL BUDGET GENERAL	26 482 889 680	26 954 141 680	0	26 954 141 680	471 252 000	1,78
Total Général Section 59	26 482 889 680	26 954 141 680	0	26 954 141 680	471 252 000	1,78



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2013	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
60 Charges non Réparties						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 60 Dépenses de personnel	50 932 967 400	43 932 353 400	6 000 000 000	49 932 353 400	-1 000 614 000	-1,96
Titre 3 - 60 Dépenses de fonctionnement	120 849 713 479	99 912 745 275	12 806 503 000	112 719 248 275	-8 130 465 204	-6,73
Titre 4 - 60 Transferts courants	95 570 212 250	95 570 212 250	28 000 000 000	123 570 212 250	28 000 000 000	29,30
Total Budget de Fonctionnement	267 352 893 129	239 415 310 925	46 806 503 000	286 221 813 925	18 868 920 796	7,06
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 60 Investissements exécutés par l'état	0	1 515 211 000	0	1 515 211 000	1 515 211 000	
Total Budget d'Investissement	0	1 515 211 000	0	1 515 211 000	1 515 211 000	
TOTAL BUDGET GENERAL	267 352 893 129	240 930 521 925	46 806 503 000	287 737 024 925	20 384 131 796	7,62
Total Général Section 60	267 352 893 129	240 930 521 925	46 806 503 000	287 737 024 925	20 384 131 796	7,62
62 Min Elevage						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 62 Dépenses de personnel	1 818 922 620	1 818 922 620	0	1 818 922 620	0	0,0
Titre 3 - 62 Dépenses de fonctionnement	579 711 000	579 711 000	0	579 711 000	0	0,0
Titre 4 - 62 Transferts courants	204 596 000	204 596 000	0	204 596 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	2 603 229 620	2 603 229 620	0	2 603 229 620	0	0,0
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 62 Investissements exécutés par l'état	9 082 000 000	9 332 000 000	0	9 332 000 000	250 000 000	2,75
Titre 6 - 62 Transfert en capital	1 435 000 000	1 435 000 000	0	1 435 000 000	0	0,0
Total Budget d'Investissement	10 517 000 000	10 767 000 000	0	10 767 000 000	250 000 000	2,38
TOTAL BUDGET GENERAL	13 120 229 620	13 370 229 620	0	13 370 229 620	250 000 000	1,91
Total Général Section 62	13 120 229 620	13 370 229 620	0	13 370 229 620	250 000 000	1,91
63 Ministère de la Communication, des télécommunications et de l'économie numérique						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 63 Dépenses de personnel	285 097 700	285 097 700	0	285 097 700	0	0,0
Titre 3 - 63 Dépenses de fonctionnement	588 284 000	588 284 000	0	588 284 000	0	0,0
Titre 4 - 63 Transferts courants	921 370 000	1 021 370 000	0	1 021 370 000	100 000 000	10,85
Total Budget de Fonctionnement	1 794 751 700	1 894 751 700	0	1 894 751 700	100 000 000	5,57
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 63 Investissements exécutés par l'état	565 000 000	565 000 000	0	565 000 000	0	0,0
Titre 6 - 63 Transfert en capital	2 750 000 000	2 750 000 000	0	2 750 000 000	0	0,0
Total Budget d'Investissement	3 315 000 000	3 315 000 000	0	3 315 000 000	0	0,0
TOTAL BUDGET GENERAL	5 109 751 700	5 209 751 700	0	5 209 751 700	100 000 000	1,96
Total Général Section 63	5 109 751 700	5 209 751 700	0	5 209 751 700	100 000 000	1,96



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2013	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
65 Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 65 Dépenses de personnel	1 687 313 440	1 687 313 440	0	1 687 313 440	0	0,0
Titre 3 - 65 Dépenses de fonctionnement	400 410 000	400 410 000	0	400 410 000	0	0,0
Titre 4 - 65 Transferts courants	18 326 301 000	18 326 301 000	0	18 326 301 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	20 414 024 440	20 414 024 440	0	20 414 024 440	0	0,0
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 65 Investissements exécutés par l'état	14 363 000 000	14 363 000 000	0	14 363 000 000	0	0,0
Titre 6 - 65 Transfert en capital	18 928 000 000	18 928 000 000	0	18 928 000 000	0	0,0
Total Budget d'Investissement	33 291 000 000	33 291 000 000	0	33 291 000 000	0	0,0
TOTAL BUDGET GENERAL	53 705 024 440	53 705 024 440	0	53 705 024 440	0	0,0
Total Général Section 65	53 705 024 440	53 705 024 440	0	53 705 024 440	0	0,0
68 Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 68 Dépenses de personnel	769 073 040	769 073 040	0	769 073 040	0	0,0
Titre 3 - 68 Dépenses de fonctionnement	249 808 000	249 808 000	0	249 808 000	0	0,0
Titre 4 - 68 Transferts courants	248 622 000	321 822 000	0	321 822 000	73 200 000	29,44
Total Budget de Fonctionnement	1 267 503 040	1 340 703 040	0	1 340 703 040	73 200 000	5,78
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 68 Investissements exécutés par l'état	36 650 550 000	31 375 550 000	0	31 375 550 000	-5 275 000 000	-14,39
Titre 6 - 68 Transfert en capital	17 953 000 000	9 553 544 000	0	9 553 544 000	-8 399 456 000	-46,79
Total Budget d'Investissement	54 603 550 000	40 929 094 000	0	40 929 094 000	-13 674 456 000	-25,04
TOTAL BUDGET GENERAL	55 871 053 040	42 269 797 040	0	42 269 797 040	-13 601 256 000	-24,34
Total Général Section 68	55 871 053 040	42 269 797 040	0	42 269 797 040	-13 601 256 000	-24,34
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 75 Dépenses de personnel	502 924 480	502 924 480	0	502 924 480	0	0,0
Titre 3 - 75 Dépenses de fonctionnement	2 991 286 000	3 091 286 000	0	3 091 286 000	100 000 000	3,34
Titre 4 - 75 Transferts courants	80 933 458 000	82 939 858 000	350 000 000	83 289 858 000	2 356 400 000	2,91
Total Budget de Fonctionnement	84 427 668 480	86 534 068 480	350 000 000	86 884 068 480	2 456 400 000	2,91
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 75 Investissements exécutés par l'état	9 027 000 000	7 867 000 000	0	7 867 000 000	-1 160 000 000	-12,85
Titre 6 - 75 Transfert en capital	7 877 000 000	9 037 000 000	0	9 037 000 000	1 160 000 000	14,73
Total Budget d'Investissement	16 904 000 000	16 904 000 000	0	16 904 000 000	0	0,0
TOTAL BUDGET GENERAL	101 331 668 480	103 438 068 480	350 000 000	103 788 068 480	2 456 400 000	2,42
Total Général Section 75	101 331 668 480	103 438 068 480	350 000 000	103 788 068 480	2 456 400 000	2,42



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2013	Loi de Finances Rectificative pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
80 Ministère de la promotion de la bonne gouvernance						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 80 Dépenses de personnel	59 447 000	65 377 000	0	65 377 000	5 930 000	9,98
Titre 3 - 80 Dépenses de fonctionnement	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	134 447 000	140 377 000	0	140 377 000	5 930 000	4,41
TOTAL BUDGET GENERAL	134 447 000	140 377 000	0	140 377 000	5 930 000	4,41
Total Général Section 80	134 447 000	140 377 000	0	140 377 000	5 930 000	4,41
81 Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 81 Dépenses de personnel	65 447 000	65 447 000	0	65 447 000	0	0,0
Titre 3 - 81 Dépenses de fonctionnement	90 000 000	90 000 000	0	90 000 000	0	0,0
Titre 4 - 81 Transferts courants	14 000 000	14 000 000	0	14 000 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	169 447 000	169 447 000	0	169 447 000	0	0,0
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 81 Investissements exécutés par l'état	0	0	0	0	0	0
Titre 6 - 81 Transfert en capital	3 800 000 000	12 201 000 000	8 032 600 000	20 233 600 000	16 433 600 000	432,46
Total Budget d'Investissement	3 800 000 000	12 201 000 000	8 032 600 000	20 233 600 000	16 433 600 000	432,46
TOTAL BUDGET GENERAL	3 969 447 000	12 370 447 000	8 032 600 000	20 403 047 000	16 433 600 000	414,00
Total Général Section 81	3 969 447 000	12 370 447 000	8 032 600 000	20 403 047 000	16 433 600 000	414,00
TOTAL GENERAL TOUTES SECTIONS:	2 531 116 000 000	2 438 136 000 000	88 900 000 000	2 527 036 000 000	-4 080 000 000	-0,16

IV.- EVOLUTION DES DEPENSES

TABLEAU IV EVOLUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

En millions de francs

LIBELLES	LFI 2013	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2013			ECART	
		SERVICES	MESURES	TOTAL	Val. Absolue	Val. Relat.
		VOTES	NOUVELLES		LFR/LFI	%
DEPENSES						
ORDINAIRES						
TITRE 1 dette publique	440 850	412 970	0	412 970	-27 880	-6,32%
TITRE 2 personnel	467 100	463 100	14 000	477 100	10 000	2,14%
TITRE 3 achat biens et services	352 095	338 417	20 341	358 758	6 663	1,89%
TITRE 4 Transfert	278 205	290 783	37 759	328 542	50 337	18,09%
TOTAL						
DEP. ORDINAIRES	1 538 250	1 505 270	72 100	1 577 370	39 120	2,54%
dont Titre 3,4 =	630 300	629 200	58 100	687 300	57 000	9,04%
DEP. CAPITAL						
TITRE 5,6 Investissements	912 400	852 400	16 800	869 200	-43 200	-4,73%
INTERIEURES	515 300	515 300	16 800	532 100	16 800	3,26%
EXTERIEUR	397 100	337 100	0	337 100	-60 000	-15,11%
TOTAL						
DEP ORD. + DEP CAP	2 450 650	2 357 670	88 900	2 446 570	-4 080	-0,17%

VI - DEFICIT BUDGETAIRE STANDARD

TABLEAU VI
DEFICIT BUDGETAIRE STANDARD

En milliards de FCFA

	LFR 2013			% PIB
Ressources	1798			23,6%
Recettes ordinaires hors dons	1542			
recettes fiscales		1459		
impôts indirects				
impôts directs				
recettes non fiscales		83		
revenu du domaine et de l'entreprise				
produits financiers				
autres recettes non fiscales				
FSE	35			
Autres recettes (Remboursement prêts rétrocédés)	13			
Dons budgétaires	38			
EU				
Canada				
Pays Bas				
Espagne				
UEMOA				
Recettes externes	169			
Tirage sur subvention		169		
Charges	2204			28,9%
Dettes publiques (intérêt + commissions)	122			
Intérêts et commission dette intérieure		54		
Intérêts et commission dette extérieure		68		
Dépenses de personnel	477			
Autres dépenses courantes	687			
Dépenses de fonctionnement		359		
Dépenses de Transfert		329		
Dépenses en capital sur ressources internes	532			
Dépenses en capital sur ressources externes	337			
Prêts rétrocédés	13			
FSE	35			
DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL	-406			-5,3%
PIB				7631

D - PROJET DE LOI

ARTICLE PREMIER : Abrogation et remplacement de l'article 1^{er} Alinéa II, III et IV, de l'article 2, de l'article 3 alinéa I et II, des articles 4, 5, 6 et 7 de la loi n° 2012-18 du 17 décembre 2012 portant loi de finances pour l'année 2013.

Texte de l'article

« Les dispositions de l'article 1^{er} alinéa II, III et IV, de l'article 2, de l'article 3 alinéa I et II, des articles 4, 5, 6 et 7 de la loi n° 2012-18 du 17 décembre 2012 portant loi de finances pour l'année 2013 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

PREMIERE PARTIE :

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET AUX CHARGES

A – DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

ARTICLE PREMIER : Evaluation et autorisation de perception des ressources.

Texte de l'article :

« II – Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances rectificative pour l'année 2013, à la somme de 2.109.470.000.000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi. »

III – Les ressources externes du budget général sont évaluées dans la loi de finances rectificative 2013, à la somme de 337.100.000.000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.

IV – Les ressources totales du budget général sont prévues à 2.446.570.000.000 francs CFA. »

B – DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

ARTICLE 2 : Evaluation des charges

Texte de l'article :

« Les charges du budget général sont évaluées dans la première loi de finances rectificative pour l'année 2013, à la somme de 2.446.570.000.000 francs CFA conformément aux annexes 3, 4 et 5 de la présente loi. »

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 3 : Equilibre général du Budget

Texte de l'article

« I - Pour l'année 2013, les ressources évaluées dans l'annexe I de la présente loi de finances rectificative, les plafonds des charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants ci-après :

En millions de francs				
RESSOURCES	Montant	CHARGES	Montant	SOLDE
I - BUDGET GENERAL				
A - OPERATIONS DONT LE TRESOR EST COMPTABLE ASSIGNATAIRE				
A 1 - Recettes internes		A1 Dépenses sur recettes internes		
A 1-1 Recettes				
Recettes fiscales	1 459 000	Dette publique	412 970	
Recettes non fiscales	83 000	Dépenses de personnel	477 100	
Recettes Exceptionnelles	59 000	Autres dépenses courantes	687 300	
Remboursements Prêts et avances	12 800	Dépenses en capital sur ressources internes	532 100	
Dons budgétaires	38 400			
Total recettes	1 652 200	Total dépenses sur recettes internes	2 109 470	-457 270
A 1-2 - Emprunts				
Emprunts	457 270			
Total emprunts	457 270			
Total A = (A-1-1 + A 1-2)	2 109 470	Total A = (A1)	2 109 470	0
B - OPERATIONS DONT LE TRESOR N'EST PAS COMPTABLE ASSIGNATAIRE				
B - Recettes externes				
Tirage Dons et emprunts	337 100	Dépenses en capital sur ressources externes	337 100	
Total B	337 100	Total B	337 100	
TOTAL I= (A + B)	2 446 570	TOTAL I = (A + B)	2 446 570	0
2 - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
Recettes	80 466	Dépenses	80 466	
TOTAL BUDGET = (1 + 2)	2 527 036	TOTAL BUDGET = (1 + 2)	2 527 036	0

II. – Pour l'année 2013, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons, au nom de l'Etat du Sénégal, pour un montant global de 832.770.000.000 francs CFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché intérieur, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention ».

DEUXIEME PARTIE :

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES

TITRE PREMIER : MOYENS DES SERVICES

A – BUDGET GENERAL

A-1 DEPENSES ORDINAIRES

ARTICLE 4 : Services votés

Texte de l'article :

« Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances rectificative pour l'année 2013, au titre des services votés réévalués des dépenses ordinaires, est fixé à la somme de 1.505.270.000.000 francs CFA conformément à l'annexe 3 et selon la répartition par titre suivante :

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique	412 970 000 000 francs CFA
- Titre 2 dépenses de personnel	463 100 000 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	338 416 590 695 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	290 783 409 305 francs CFA

ARTICLE 5 : Mesures nouvelles

Texte de l'article :

« Il est ouvert, pour la loi de finances rectificative pour l'année 2013, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires, des crédits d'un montant de 72.100.000.000 francs CFA ainsi répartis :

- Titre 2 dépenses de personnel	14 000 000 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	20 341 000 000 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	37 759 000 000 francs CFA

Ces crédits sont répartis par institution et ministère conformément à l'annexe 4 de la présente loi.»

A –2 DEPENSES D'INVESTISSEMENT

ARTICLE 6 : Dépenses en capital sur ressources internes

Texte de l'article :

« I – Il est ouvert pour la loi de finances rectificative pour l'année 2013, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement d'un montant de 532.100 000 000 francs CFA ainsi répartis :

- Titre 5: Investissement exécutés par l'Etat	164 913 992 000 francs CFA
- Titre 6: Transfert en capital	367 186 008 000 francs CFA

II – Il est ouvert pour la loi de finances rectificative 2013, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes d'un montant de 4 810 540 000 000 de francs CFA.

Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe 5 bis jointe à la présente loi.

ARTICLE 7 : Dépenses en capital sur ressources externes

Texte de l'article :

« I – Pour la loi de finances rectificative pour l'année 2013, les prévisions de tirage (emprunts et subventions) affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures sont évaluées à 337 100 000 000 francs CFA ainsi réparties :

- Emprunts	168 200 000 000 francs CFA
- Subventions	168 900 000 000 francs CFA

II – les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 4 155 755 000 000 de francs CFA.

Ces financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe 5 bis jointe à la présente loi.

TITRE 2 : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 2 : Disposition nouvelle

Texte de l'article :

« Les dispositions de la loi n°2012-18 du 17 décembre 2012 portant loi de finances pour l'année 2013 sont complétées par deux articles 20 et 21 ainsi libellés :

ARTICLE 20 : ratification de décrets d'avances.

Texte de l'article :

« Sont ratifiés les crédits ouverts par les décrets n°2012-278 du 16 février 2012, 2012-747 du 19 juillet 2012, 2012-903 du 30 août 2012, 2012-910 du 05 septembre 2012, 2012-988 du 18 septembre 2012, 2012-1162 du 25 octobre 2012, 2012-1277 du 15 novembre 2012, 2012-1299 du 15 novembre 2012, 2012-1333 du 16 novembre 2012, 2012-1410 du 08 décembre 2012, 2012-1423 du 10 décembre 2012, 2012-724 du 19 août 2012, 2012-826 du 07 août 2012, 2012-1227 du 05 novembre 2012, 2012-1226 du 05 novembre 2012, 2012-1225 du 05 novembre 2012, 2012-854 du 14 août 2012, 2012-665 du 19 juin 2012, 2012-600 du 19 juin 2012, 2012-909 du 05 septembre 2012, 2012-990 du 19 septembre 2012, 2012-1071 du 04 octobre 2012, 2012-1334 du 16 novembre 2012, 2012-1435 du 14 décembre 2012, 2013-583 du 29 avril 2013, 2013-314 du 06 mars 2013 portant ouverture de crédits à titre d'avances. »

ARTICLE 21 : Disposition accordant des avantages fiscaux et douaniers dérogatoires

« Le Ministre chargé des Finances est autorisé, pendant un délai de trois (3) ans, à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, à accorder des avantages fiscaux et douaniers dérogatoires au Code général des impôts et au Code des investissements, aux investisseurs qui interviennent dans le domaine de la fourniture d'énergie électrique à la SENELEC.

Ces dispositions s'appliquent exclusivement aux personnes physiques ou morales qui réalisent des investissements d'un montant supérieur à 250 milliards ou qui offrent une capacité au moins égale à 150 méga watts.

Le contenu des avantages fiscaux et douaniers visés à l'alinéa premier ainsi que leurs modalités de mise en œuvre seront précisés dans la convention signée avec l'investisseur ou dans tout autre acte pris à cet effet. »

Annexes

ANNEXE 1

Prévisions des ressources par article, paragraphe et ligne

En milliers de francs CFA

	PREVISIONS LFI 2013	REALISATIONS AU 3 0AVRIL 2013	PREVISIONS LFR 2013	ECARTS LFI/LFR	TAUX ECART
ARTICLE 71- RECETTES FISCALES					
Paragraphe 0711 - Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	160 500 000	45 300 000	151 500 000	-9 000 000	-5,61%
Paragraphe 0712 - Impôts sur les salaires et autres rémunérations	238 600 000	79 000 000	238 600 000	0	0,00%
Paragraphe 0713 - Impôts sur le patrimoine (droit d'enregistrement)	24 100 000	0	20 600 000	-3 500 000	-14,52%
Paragraphe 0714 - Autres impôts directs (dont CGU)	0	0	0	0	
TOTAL IMPOTS DIRECTS	423 200 000	124 300 000	410 700 000	-12 500 000	-2,95%
Paragraphe 0715 - Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	796 800 000	201 100 000	781 000 000	-15 800 000	-1,98%
Paragraphe 0716 - Droits de timbre et d'enregistrement	33 300 000	14 300 000	32 000 000	-1 300 000	-3,90%
Paragraphe 0717 - Droits et taxes à l'importation	202 400 000	65 900 000	202 400 000	0	0,00%
Paragraphe 0719 - Autres recettes fiscales****	36 800 000	5 200 000	32 900 000	-3 900 000	-10,60%
TOTAL IMPOTS INDIRECTS	1 069 300 000	286 500 000	1 048 300 000	-21 000 000	-1,96%
071 - TOTAL RECETTES FISCALES	1 492 500 000	410 800 000	1 459 000 000	-33 500 000	-2,24%
ARTICLE 72 - RECETTES NON FISCALES				0	
Paragraphe 0721 - Revenu de l'Entreprise et du Domaine	22 500 000	2 400 000	22 500 000	0	0,00%
Paragraphe 0722 - Droits et frais administratifs	100 000	0	100 000	0	0,00%
Paragraphe 0723 - Amendes et Condamnations pécuniaires	100 000	0	100 000	0	0,00%
Paragraphe 0724 - Produits financiers	52 000 000	2 400 000	57 600 000	5 600 000	10,77%
Paragraphe 0729 - Autres recettes non fiscales	2 700 000	2 000 000	2 700 000	0	0,00%
072 - TOTAL RECETTES NON FISCALES	77 400 000	6 800 000	83 000 000	5 600 000	7,24%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1 569 900 000	417 600 000	1 542 000 000	-27 900 000	-1,78%
074 - DONS PROGRAMMES	38 600 000	0	38 400 000	-200 000	-0,52%
076 - RECETTES EXCEPTIONNELLES***	59 000 000	0	59 000 000	0	0,00%
729 - REMBOURSEMENT DE PRÊTS ET AVANCES (PRETS RETROCEDES)	12 800 000	0	12 800 000	0	0,00%
014 - EMISSIONS DE BONS DU TRESOR A PLUS D'UN AN	150 000 000	25 950 000	79 000 000	-71 000 000	-47,33%
016 - EMPRUNTS PROGRAMMES	37 200 000	0	51 000 000	13 800 000	37,10%
017 AUTRES EMPRUNTS****	186 050 000	59 650 000	327 270 000	141 220 000	75,90%
Total emprunts	373 250 000	85 600 000	457 270 000	84 020 000	22,51%
TOTAL ARTICLES 74, 76, 729, 14, 16 et 17	483 650 000	85 600 000	567 470 000	83 820 000	17,33%
TOTAL RESSOURCES INTERNES (ARTICLES 71 - 72 - 76 - 29 - 14-16 et 17)	2 053 550 000	503 200 000	2 109 470 000	55 920 000	2,72%
012 - DONS PROJETS ET LEGS	168 900 000	24 490 147	168 900 000	0	0,00%
015 - TIRAGES SUR EMPRUNTS PROJETS	228 200 000	52 436 997	168 200 000	-60 000 000	-26,29%
TOTAL RESSOURCES EXTERNES (ARTICLES 12, et 15)	397 100 000	76 927 144	337 100 000	-60 000 000	-15,11%
TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL	2 450 650 000	580 127 144	2 446 570 000	-4 080 000	-0,17%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	80 466 000		80 466 000	0	0,00%
TOTAL RESSOURCES LOI DE FINANCES (Budget général+Comptes spéciaux du Trésor)	2 531 116 000	580 127 144	2 527 036 000	-4 080 000	-0,16%



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2013	LFR pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
10 Dette Publique		
DETTE PUBLIQUE		
Dette Publique		
Titre 1 - 10 Amortissement et charge de la dette publique et deniers	440 850 000 000	412 970 000 000
Total Dette Publique	440 850 000 000	412 970 000 000
TOTAL DETTE PUBLIQUE	440 850 000 000	412 970 000 000
Total Général Section 10	440 850 000 000	412 970 000 000
21 Présidence de la République		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 21 Dépenses de personnel	4 038 065 200	4 038 065 200
Titre 3 - 21 Dépenses de fonctionnement	9 231 774 000	9 800 774 000
Titre 4 - 21 Transferts courants	14 353 728 000	22 043 728 000
Total Budget de Fonctionnement	27 623 567 200	35 882 567 200
TOTAL BUDGET GENERAL	27 623 567 200	35 882 567 200
Total Général Section 21	27 623 567 200	35 882 567 200
22 Assemblée Nationale		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 22 Dépenses de personnel	8 241 277 580	8 241 277 580
Titre 3 - 22 Dépenses de fonctionnement	7 468 345 000	7 508 345 000
Titre 4 - 22 Transferts courants	91 161 000	91 161 000
Total Budget de Fonctionnement	15 800 783 580	15 840 783 580
TOTAL BUDGET GENERAL	15 800 783 580	15 840 783 580
Total Général Section 22	15 800 783 580	15 840 783 580
23 Commission Electorale Nationale Autonome		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 4 - 23 Transferts courants	2 100 983 000	2 100 983 000
Total Budget de Fonctionnement	2 100 983 000	2 100 983 000
TOTAL BUDGET GENERAL	2 100 983 000	2 100 983 000
Total Général Section 23	2 100 983 000	2 100 983 000



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2013	LFR pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
24 Conseil Economique et Social		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 24 Dépenses de personnel	0	1 000 000 000
Titre 3 - 24 Dépenses de fonctionnement	0	327 500 000
Titre 4 - 24 Transferts courants	0	347 087 000
Total Budget de Fonctionnement	0	1 674 587 000
TOTAL BUDGET GENERAL	0	1 674 587 000
Total Général Section 24	0	1 674 587 000
25 Conseil Constitutionnel		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 25 Dépenses de personnel	137 043 400	137 043 400
Titre 3 - 25 Dépenses de fonctionnement	108 370 000	108 370 000
Total Budget de Fonctionnement	245 413 400	245 413 400
TOTAL BUDGET GENERAL	245 413 400	245 413 400
Total Général Section 25	245 413 400	245 413 400
27 Cour Suprême		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 27 Dépenses de personnel	805 771 000	805 771 000
Titre 3 - 27 Dépenses de fonctionnement	915 956 000	915 956 000
Titre 4 - 27 Transferts courants	1 977 000	1 977 000
Total Budget de Fonctionnement	1 723 704 000	1 723 704 000
TOTAL BUDGET GENERAL	1 723 704 000	1 723 704 000
Total Général Section 27	1 723 704 000	1 723 704 000
28 Cour des Comptes		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 28 Dépenses de personnel	765 533 880	770 533 880
Titre 3 - 28 Dépenses de fonctionnement	253 952 000	253 952 000
Total Budget de Fonctionnement	1 019 485 880	1 024 485 880
TOTAL BUDGET GENERAL	1 019 485 880	1 024 485 880
Total Général Section 28	1 019 485 880	1 024 485 880



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2013	LFR pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
30 Primature		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 30 Dépenses de personnel	1 173 835 140	1 173 835 140
Titre 3 - 30 Dépenses de fonctionnement	3 073 274 000	3 073 274 000
Titre 4 - 30 Transferts courants	4 975 741 000	5 087 390 020
Total Budget de Fonctionnement	9 222 850 140	9 334 499 160
TOTAL BUDGET GENERAL	9 222 850 140	9 334 499 160
Total Général Section 30	9 222 850 140	9 334 499 160
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 31 Dépenses de personnel	14 268 454 180	15 347 173 180
Titre 3 - 31 Dépenses de fonctionnement	12 469 921 000	17 469 921 000
Titre 4 - 31 Transferts courants	5 210 634 000	7 210 634 000
Total Budget de Fonctionnement	31 949 009 180	40 027 728 180
TOTAL BUDGET GENERAL	31 949 009 180	40 027 728 180
Total Général Section 31	31 949 009 180	40 027 728 180
32 Ministère des Forces Armées		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 32 Dépenses de personnel	66 493 920 540	67 293 920 540
Titre 3 - 32 Dépenses de fonctionnement	23 365 688 000	23 365 688 000
Titre 4 - 32 Transferts courants	2 313 687 000	2 313 687 000
Total Budget de Fonctionnement	92 173 295 540	92 973 295 540
TOTAL BUDGET GENERAL	92 173 295 540	92 973 295 540
Total Général Section 32	92 173 295 540	92 973 295 540
33 Ministère de l'Intérieur		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 33 Dépenses de personnel	29 113 642 960	29 113 642 960
Titre 3 - 33 Dépenses de fonctionnement	7 105 082 000	7 403 084 691
Total Budget de Fonctionnement	36 218 724 960	36 516 727 651
TOTAL BUDGET GENERAL	36 218 724 960	36 516 727 651
Total Général Section 33	36 218 724 960	36 516 727 651



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2013	LFR pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
34 Ministère de la Justice		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 34 Dépenses de personnel	16 684 578 640	16 781 543 640
Titre 3 - 34 Dépenses de fonctionnement	5 379 517 000	5 379 517 000
Titre 4 - 34 Transferts courants	1 413 862 000	1 443 862 000
Total Budget de Fonctionnement	23 477 957 640	23 604 922 640
TOTAL BUDGET GENERAL	23 477 957 640	23 604 922 640
Total Général Section 34	23 477 957 640	23 604 922 640
35 Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations avec les Institutions		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 35 Dépenses de personnel	1 598 514 640	1 598 514 640
Titre 3 - 35 Dépenses de fonctionnement	481 909 000	627 019 368
Titre 4 - 35 Transferts courants	254 920 000	254 920 000
Total Budget de Fonctionnement	2 335 343 640	2 480 454 008
TOTAL BUDGET GENERAL	2 335 343 640	2 480 454 008
Total Général Section 35	2 335 343 640	2 480 454 008
40 Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 40 Dépenses de personnel	1 341 541 280	1 341 541 280
Titre 3 - 40 Dépenses de fonctionnement	525 650 000	525 650 000
Titre 4 - 40 Transferts courants	183 447 000	183 447 000
Total Budget de Fonctionnement	2 050 638 280	2 050 638 280
TOTAL BUDGET GENERAL	2 050 638 280	2 050 638 280
Total Général Section 40	2 050 638 280	2 050 638 280
41 Ministère des Infrastructures et des Transports		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 41 Dépenses de personnel	690 874 880	690 874 880
Titre 3 - 41 Dépenses de fonctionnement	354 855 000	354 855 000
Titre 4 - 41 Transferts courants	276 109 000	276 109 000
Total Budget de Fonctionnement	1 321 838 880	1 321 838 880
TOTAL BUDGET GENERAL	1 321 838 880	1 321 838 880
Total Général Section 41	1 321 838 880	1 321 838 880



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2013	LFR pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 42 Dépenses de personnel	2 150 273 000	2 150 273 000
Titre 3 - 42 Dépenses de fonctionnement	1 104 950 000	1 104 950 000
Titre 4 - 42 Transferts courants	6 262 126 000	6 262 126 000
Total Budget de Fonctionnement	9 517 349 000	9 517 349 000
TOTAL BUDGET GENERAL	9 517 349 000	9 517 349 000
Total Général Section 42	9 517 349 000	9 517 349 000
43 Ministère de l'Économie et des Finances		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 43 Dépenses de personnel	17 819 807 380	17 819 807 380
Titre 3 - 43 Dépenses de fonctionnement	7 787 120 891	8 247 808 891
Titre 4 - 43 Transferts courants	4 295 941 380	4 588 334 035
Total Budget de Fonctionnement	29 902 869 651	30 655 950 306
TOTAL BUDGET GENERAL	29 902 869 651	30 655 950 306
Total Général Section 43	29 902 869 651	30 655 950 306
44 Ministère de l'Énergie et des Mines		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 44 Dépenses de personnel	381 234 080	381 234 080
Titre 3 - 44 Dépenses de fonctionnement	190 188 000	190 188 000
Titre 4 - 44 Transferts courants	96 311 000	96 311 000
Total Budget de Fonctionnement	667 733 080	667 733 080
TOTAL BUDGET GENERAL	667 733 080	667 733 080
Total Général Section 44	667 733 080	667 733 080
45 Ministère du Commerce de l'Industrie et du secteur informel		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 45 Dépenses de personnel	1 509 267 820	1 509 267 820
Titre 3 - 45 Dépenses de fonctionnement	426 500 000	426 500 000
Titre 4 - 45 Transferts courants	2 364 772 000	2 364 772 000
Total Budget de Fonctionnement	4 300 539 820	4 300 539 820
TOTAL BUDGET GENERAL	4 300 539 820	4 300 539 820
Total Général Section 45	4 300 539 820	4 300 539 820



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2013	LFR pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
46 Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 46 Dépenses de personnel	1 148 603 700	1 148 603 700
Titre 3 - 46 Dépenses de fonctionnement	455 448 000	455 448 000
Titre 4 - 46 Transferts courants	15 000 000	15 000 000
Total Budget de Fonctionnement	1 619 051 700	1 619 051 700
TOTAL BUDGET GENERAL	1 619 051 700	1 619 051 700
Total Général Section 46	1 619 051 700	1 619 051 700
49 Ministère du Tourisme et des Loisirs		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 49 Dépenses de personnel	330 671 760	344 671 760
Titre 3 - 49 Dépenses de fonctionnement	186 417 000	190 694 470
Titre 4 - 49 Transferts courants	43 877 000	43 877 000
Total Budget de Fonctionnement	560 965 760	579 243 230
TOTAL BUDGET GENERAL	560 965 760	579 243 230
Total Général Section 49	560 965 760	579 243 230
50 Ministère de l'Education Nationale		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 50 Dépenses de personnel	189 204 467 520	189 204 467 520
Titre 3 - 50 Dépenses de fonctionnement	120 482 836 000	120 724 497 000
Titre 4 - 50 Transferts courants	2 017 405 000	2 017 405 000
Total Budget de Fonctionnement	311 704 708 520	311 946 369 520
TOTAL BUDGET GENERAL	311 704 708 520	311 946 369 520
Total Général Section 50	311 704 708 520	311 946 369 520
52 Ministère des Sports		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 52 Dépenses de personnel	1 149 102 920	1 149 102 920
Titre 3 - 52 Dépenses de fonctionnement	1 894 240 000	1 966 140 000
Titre 4 - 52 Transferts courants	500 275 000	428 375 000
Total Budget de Fonctionnement	3 543 617 920	3 543 617 920
TOTAL BUDGET GENERAL	3 543 617 920	3 543 617 920
Total Général Section 52	3 543 617 920	3 543 617 920



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2013	LFR pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
53 Ministère de la Culture		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 53 Dépenses de personnel	879 204 500	879 204 500
Titre 3 - 53 Dépenses de fonctionnement	457 367 000	457 367 000
Titre 4 - 53 Transferts courants	3 522 406 000	3 522 406 000
Total Budget de Fonctionnement	4 858 977 500	4 858 977 500
TOTAL BUDGET GENERAL	4 858 977 500	4 858 977 500
Total Général Section 53	4 858 977 500	4 858 977 500
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 54 Dépenses de personnel	35 388 243 500	35 388 243 500
Titre 3 - 54 Dépenses de fonctionnement	10 235 685 000	10 235 685 000
Titre 4 - 54 Transferts courants	27 556 245 000	27 556 245 000
Total Budget de Fonctionnement	73 180 173 500	73 180 173 500
TOTAL BUDGET GENERAL	73 180 173 500	73 180 173 500
Total Général Section 54	73 180 173 500	73 180 173 500
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des valeurs civiques		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 55 Dépenses de personnel	1 118 956 000	1 147 704 000
Titre 3 - 55 Dépenses de fonctionnement	674 267 000	674 267 000
Titre 4 - 55 Transferts courants	1 048 945 000	1 048 945 000
Total Budget de Fonctionnement	2 842 168 000	2 870 916 000
TOTAL BUDGET GENERAL	2 842 168 000	2 870 916 000
Total Général Section 55	2 842 168 000	2 870 916 000
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 56 Dépenses de personnel	4 451 763 840	4 451 763 840
Titre 3 - 56 Dépenses de fonctionnement	3 257 219 000	3 257 219 000
Titre 4 - 56 Transferts courants	751 290 000	751 290 000
Total Budget de Fonctionnement	8 460 272 840	8 460 272 840
TOTAL BUDGET GENERAL	8 460 272 840	8 460 272 840
Total Général Section 56	8 460 272 840	8 460 272 840



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2013	LFR pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
58 Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat Féminin		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 58 Dépenses de personnel	1 437 811 300	1 437 811 300
Titre 3 - 58 Dépenses de fonctionnement	973 818 000	973 818 000
Titre 4 - 58 Transferts courants	1 058 494 000	1 058 494 000
Total Budget de Fonctionnement	3 470 123 300	3 470 123 300
TOTAL BUDGET GENERAL	3 470 123 300	3 470 123 300
Total Général Section 58	3 470 123 300	3 470 123 300
59 Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 59 Dépenses de personnel	8 656 346 680	8 627 598 680
Titre 3 - 59 Dépenses de fonctionnement	7 410 858 000	7 410 858 000
Titre 4 - 59 Transferts courants	1 276 685 000	1 276 685 000
Total Budget de Fonctionnement	17 343 889 680	17 315 141 680
TOTAL BUDGET GENERAL	17 343 889 680	17 315 141 680
Total Général Section 59	17 343 889 680	17 315 141 680
60 Charges non Réparties		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 60 Dépenses de personnel	50 932 967 400	43 932 353 400
Titre 3 - 60 Dépenses de fonctionnement	120 849 713 479	99 912 745 275
Titre 4 - 60 Transferts courants	95 570 212 250	95 570 212 250
Total Budget de Fonctionnement	267 352 893 129	239 415 310 925
TOTAL BUDGET GENERAL	267 352 893 129	239 415 310 925
Total Général Section 60	267 352 893 129	239 415 310 925
62 Min Elevage		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 62 Dépenses de personnel	1 818 922 620	1 818 922 620
Titre 3 - 62 Dépenses de fonctionnement	579 711 000	579 711 000
Titre 4 - 62 Transferts courants	204 596 000	204 596 000
Total Budget de Fonctionnement	2 603 229 620	2 603 229 620
TOTAL BUDGET GENERAL	2 603 229 620	2 603 229 620
Total Général Section 62	2 603 229 620	2 603 229 620



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2013	LFR pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
63 Ministère de la Communication, des télécommunications et de l'économie numérique		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 63 Dépenses de personnel	285 097 700	285 097 700
Titre 3 - 63 Dépenses de fonctionnement	588 284 000	588 284 000
Titre 4 - 63 Transferts courants	921 370 000	1 021 370 000
Total Budget de Fonctionnement	1 794 751 700	1 894 751 700
TOTAL BUDGET GENERAL	1 794 751 700	1 894 751 700
Total Général Section 63	1 794 751 700	1 894 751 700
65 Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 65 Dépenses de personnel	1 687 313 440	1 687 313 440
Titre 3 - 65 Dépenses de fonctionnement	400 410 000	400 410 000
Titre 4 - 65 Transferts courants	18 326 301 000	18 326 301 000
Total Budget de Fonctionnement	20 414 024 440	20 414 024 440
TOTAL BUDGET GENERAL	20 414 024 440	20 414 024 440
Total Général Section 65	20 414 024 440	20 414 024 440
68 Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 68 Dépenses de personnel	769 073 040	769 073 040
Titre 3 - 68 Dépenses de fonctionnement	249 808 000	249 808 000
Titre 4 - 68 Transferts courants	248 622 000	321 822 000
Total Budget de Fonctionnement	1 267 503 040	1 340 703 040
TOTAL BUDGET GENERAL	1 267 503 040	1 340 703 040
Total Général Section 68	1 267 503 040	1 340 703 040
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 75 Dépenses de personnel	502 924 480	502 924 480
Titre 3 - 75 Dépenses de fonctionnement	2 991 286 000	3 091 286 000
Titre 4 - 75 Transferts courants	80 933 458 000	82 939 858 000
Total Budget de Fonctionnement	84 427 668 480	86 534 068 480
TOTAL BUDGET GENERAL	84 427 668 480	86 534 068 480
Total Général Section 75	84 427 668 480	86 534 068 480



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2013	LFR pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
80 Ministère de la promotion de la bonne gouvernance		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 80 Dépenses de personnel	59 447 000	65 377 000
Titre 3 - 80 Dépenses de fonctionnement	75 000 000	75 000 000
Total Budget de Fonctionnement	134 447 000	140 377 000
TOTAL BUDGET GENERAL	134 447 000	140 377 000
Total Général Section 80	134 447 000	140 377 000
81 Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 81 Dépenses de personnel	65 447 000	65 447 000
Titre 3 - 81 Dépenses de fonctionnement	90 000 000	90 000 000
Titre 4 - 81 Transferts courants	14 000 000	14 000 000
Total Budget de Fonctionnement	169 447 000	169 447 000
TOTAL BUDGET GENERAL	169 447 000	169 447 000
Total Général Section 81	169 447 000	169 447 000
TOTAL GENERAL TOUTES SECTIONS:	1 538 250 000 000	1 505 270 000 000

ANNEXE 4 :
Répartition des mesures nouvelles par Pouvoir public ou Ministère et par titre

CODE SECTION	INSTITUTIONS / MINISTERES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	TRANSFERTS COURANTS	TOTAL
21	Présidence de la République	-	475 000 000	3 930 000 000	4 405 000 000
22	Assemblée nationale	-	-	-	-
23	Commission Electorale nationale Autonome	-	-	-	-
24	Conseil Economique et Social	-	-	-	-
25	Conseil Constitutionnel	-	-	-	-
27	Cour Suprême	-	-	-	-
28	Cour des Comptes	-	-	-	-
30	Primature	-	120 000 000	-	120 000 000
	Sous total Institutions	-	595 000 000	3 930 000 000	4 525 000 000
31	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	-	3 305 000 000	-	3 305 000 000
32	Ministère des Forces Armées	-	789 458 000	730 000 000	1 519 458 000
33	Ministère de l'Intérieur	-	735 000 000	-	735 000 000
34	Ministère de la Justice	-	-	-	-
35	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations avec les Institutions	-	-	-	-
40	Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes	-	-	-	-
41	Ministère des Infrastructures et des Transports	-	-	-	-
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	-	8 280 000	-	8 280 000
43	Ministère de l'Economie et des Finances	-	75 000 000	-	75 000 000
44	Ministère de l'Energie et des Mines	-	-	4 000 000 000	4 000 000 000
45	Ministère du Commerce de l'Industrie et du secteur informel	-	-	-	-
46	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	-	-	-	-
49	Ministère du Tourisme et des Loisirs	-	23 032 000	711 000 000	734 032 000
50	Ministère de l'Education Nationale	8 000 000 000	1 800 000 000	-	9 800 000 000
52	Ministère des Sports	-	200 000 000	-	200 000 000
53	Ministère de la Culture	-	3 727 000	-	3 727 000
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	-	-	-	-
55	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des valeurs civiques	-	-	-	-
56	Ministère de l'Environnement et du développement durable	-	-	-	-
58	Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entreprenariat Féminin	-	-	38 000 000	38 000 000
59	Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	-	-	-	-
60	Charges Communes	6 000 000 000	12 806 503 000	28 000 000 000	46 806 503 000
62	Ministère Elevage	-	-	-	-
63	Ministère de la Communication, des télécommunications et de l'économie numérique	-	-	-	-
65	Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales	-	-	-	-
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	-	-	-	-
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	-	-	350 000 000	350 000 000
80	Ministère de la promotion de la bonne gouvernance	-	-	-	-
81	Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation	-	-	-	-
	Sous total Ministères	14 000 000 000	19 746 000 000	33 829 000 000	67 575 000 000
	TOTAL GENERAL	14 000 000 000	20 341 000 000	37 759 000 000	72 100 000 000

ANNEXE 5 Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages par Pouvoir public ou Ministère et par titre	RESSOURCES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	INTERNES	EMPRUNTS	SUBVENTION	
	CP	PT	PT	PT+CP
21 Présidence de la République				
5 Investissements exécutés par l'état	1 094 570	20 733 000	1 000 000	22 827 570
6 Transfert en capital	31 705 430	0	0	31 705 430
Total Section:	32 800 000	20 733 000	1 000 000	54 533 000
22 Assemblée Nationale				
6 Transfert en capital	750 000	0	0	750 000
Total Section:	750 000	0	0	750 000
25 Conseil Constitutionnel				
6 Transfert en capital	0	0	0	0
Total Section:	0	0	0	0
27 Cour Suprême				
5 Investissements exécutés par l'état	150 000	0	0	150 000
Total Section:	150 000	0	0	150 000
28 Cour des Comptes				
5 Investissements exécutés par l'état	125 000	0	0	125 000
6 Transfert en capital	1 586 000	0	0	1 586 000
Total Section:	1 711 000	0	0	1 711 000
30 Primature				
5 Investissements exécutés par l'état	853 000	2 000 000	6 161 000	9 014 000
6 Transfert en capital	12 447 000	0	0	12 447 000
Total Section:	13 300 000	2 000 000	6 161 000	21 461 000
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur				
5 Investissements exécutés par l'état	5 680 000	0	985 000	6 665 000
6 Transfert en capital	640 000	0	0	640 000
Total Section:	6 320 000	0	985 000	7 305 000
32 Ministère des Forces Armées				
5 Investissements exécutés par l'état	27 364 000	0	0	27 364 000
6 Transfert en capital	580 000	0	0	580 000
Total Section:	27 944 000	0	0	27 944 000
33 Ministère de l'Intérieur				
5 Investissements exécutés par l'état	13 294 000	1 000 000	0	14 294 000
6 Transfert en capital	20 000	0	0	20 000
Total Section:	13 314 000	1 000 000	0	14 314 000
34 Ministère de la Justice				
5 Investissements exécutés par l'état	4 320 000	940 000	1 126 000	6 386 000
Total Section:	4 320 000	940 000	1 126 000	6 386 000
35 Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations avec les Institutions				
5 Investissements exécutés par l'état	890 000	0	0	890 000
6 Transfert en capital	193 705	0	0	193 705
Total Section:	1 083 705	0	0	1 083 705

ANNEXE 5

Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages par Pouvoir public ou Ministère et par titre

	RESSOURCES INTERNES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	CP	EMPRUNTS	SUBVENTION	PT+CP
		PT	PT	
40 Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes				
5 Investissements exécutés par l'état	3 197 900	6 520 000	1 450 000	11 167 900
6 Transfert en capital	2 828 100	0	0	2 828 100
Total Section:	6 026 000	6 520 000	1 450 000	13 996 000
41 Ministère des Infrastructures et des Transports				
5 Investissements exécutés par l'état	480 000	25 093 000	47 649 000	73 222 000
6 Transfert en capital	89 164 000	0	0	89 164 000
Total Section:	89 644 000	25 093 000	47 649 000	162 386 000
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural				
5 Investissements exécutés par l'état	4 421 000	21 167 000	30 748 000	56 336 000
6 Transfert en capital	63 809 000	0	0	63 809 000
Total Section:	68 230 000	21 167 000	30 748 000	120 145 000
43 Ministère de l'Economie et des Finances				
5 Investissements exécutés par l'état	28 357 311	750 000	1 096 000	30 203 311
6 Transfert en capital	38 520 629	0	0	38 520 629
Total Section:	66 877 940	750 000	1 096 000	68 723 940
44 Ministère de l'Energie et des Mines				
5 Investissements exécutés par l'état	2 073 000	43 527 000	8 109 000	53 709 000
6 Transfert en capital	15 664 000	0	0	15 664 000
Total Section:	17 737 000	43 527 000	8 109 000	69 373 000
45 Ministère du Commerce de l'Industrie et du secteur informel				
5 Investissements exécutés par l'état	1 670 000	2 682 000	4 583 000	8 935 000
6 Transfert en capital	2 820 000	0	0	2 820 000
Total Section:	4 490 000	2 682 000	4 583 000	11 755 000
46 Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat				
5 Investissements exécutés par l'état	3 414 000	0	0	3 414 000
6 Transfert en capital	4 374 000	0	0	4 374 000
Total Section:	7 788 000	0	0	7 788 000
49 Ministère du Tourisme et des Loisirs				
5 Investissements exécutés par l'état	494 000	1 000 000	655 000	2 149 000
6 Transfert en capital	500 000	0	0	500 000
Total Section:	994 000	1 000 000	655 000	2 649 000
50 Ministère de l'Education Nationale				
5 Investissements exécutés par l'état	18 468 000	3 928 000	13 267 000	35 663 000
6 Transfert en capital	5 176 000	0	0	5 176 000
Total Section:	23 644 000	3 928 000	13 267 000	40 839 000
52 Ministère des Sports				
5 Investissements exécutés par l'état	2 310 000	0	4 272 000	6 582 000
Total Section:	2 310 000	0	4 272 000	6 582 000
53 Ministère de la Culture				
5 Investissements exécutés par l'état	672 000	0	0	672 000
6 Transfert en capital	15 828 000	0	0	15 828 000
Total Section:	16 500 000	0	0	16 500 000

ANNEXE 5

Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages par Pouvoir public ou Ministère et par titre

	RESSOURCES INTERNES		RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	CP	PT	EMPRUNTS	SUBVENTION	PT+CP
			PT	PT	
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale					
5 Investissements exécutés par l'état	17 038 000	2 241 000	14 721 000		34 000 000
6 Transfert en capital	9 012 000	0	0		9 012 000
Total Section:	26 050 000	2 241 000	14 721 000		43 012 000
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des valeurs civiques					
5 Investissements exécutés par l'état	820 000	0	3 206 000		4 026 000
6 Transfert en capital	425 000	0	0		425 000
Total Section:	1 245 000	0	3 206 000		4 451 000
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable					
5 Investissements exécutés par l'état	4 128 000	1 400 000	7 321 000		12 849 000
6 Transfert en capital	2 222 000	0	0		2 222 000
Total Section:	6 350 000	1 400 000	7 321 000		15 071 000
58 Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat Féminin					
5 Investissements exécutés par l'état	4 229 000	1 741 000	4 995 450		10 965 450
6 Transfert en capital	2 732 000	0	0		2 732 000
Total Section:	6 961 000	1 741 000	4 995 450		13 697 450
59 Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat					
5 Investissements exécutés par l'état	3 672 000	0	1 715 000		5 387 000
6 Transfert en capital	4 252 000	0	0		4 252 000
Total Section:	7 924 000	0	1 715 000		9 639 000
60 Charges non Réparties					
5 Investissements exécutés par l'état	1 515 211	0	0		1 515 211
Total Section:	1 515 211	0	0		1 515 211
62 Min Elevage					
5 Investissements exécutés par l'état	4 415 000	3 998 000	919 000		9 332 000
6 Transfert en capital	1 435 000	0	0		1 435 000
Total Section:	5 850 000	3 998 000	919 000		10 767 000
63 Ministère de la Communication, des télécommunications et de l'économie numérique					
5 Investissements exécutés par l'état	565 000	0	0		565 000
6 Transfert en capital	2 750 000	0	0		2 750 000
Total Section:	3 315 000	0	0		3 315 000
64 Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Micro finance					
5 Investissements exécutés par l'état	0	0	0		0
Total Section:	0	0	0		0
65 Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales					
5 Investissements exécutés par l'état	990 000	9 680 000	3 693 000		14 363 000
6 Transfert en capital	18 928 000	0	0		18 928 000
Total Section:	19 918 000	9 680 000	3 693 000		33 291 000
66 Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire					
5 Investissements exécutés par l'état	0	0	0		0
Total Section:	0	0	0		0

ANNEXE 5 Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages par Pouvoir public ou Ministère et par titre	RESSOURCES INTERNES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	CP	EMPRUNTS	SUBVENTION	PT+CP
		PT	PT	
67 Ministère des Energies Renouvelables				
5 Investissements exécutés par l'état	0	0	0	0
Total Section:	0	0	0	0
68 Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement				
5 Investissements exécutés par l'état	7 347 000	12 800 000	11 228 550	31 375 550
6 Transfert en capital	9 553 544	0	0	9 553 544
Total Section:	16 900 544	12 800 000	11 228 550	40 929 094
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche				
5 Investissements exécutés par l'état	867 000	7 000 000	0	7 867 000
6 Transfert en capital	9 037 000	0	0	9 037 000
Total Section:	9 904 000	7 000 000	0	16 904 000
81 Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation				
5 Investissements exécutés par l'état	0	0	0	0
6 Transfert en capital	20 233 600	0	0	20 233 600
Total Section:	20 233 600	0	0	20 233 600
Total Général:	532 100 000	168 200 000	168 900 000	869 200 000

ANNEXE 5 bis

Financement des dépenses d'investissement

En millions de francs CFA

Titre	INTITULE DES SECTEURS	SOURCES DE FINANCEMENTS						TOTAL	
		INTERIEUR (1)		EXTERIEURS (2)					
		ETAT		EMPRUNTS		SUBVENTIONS			
		AP	CP	FA	PT	FA	PT		
	Investissements	4 810 540	532 100	2 701 548	168 200	1 454 207	168 900	8 966 295	869 200

AP = autorisation de programme

Financements publics intérieurs (TRESOR)

CP = crédits de paiement

Financements publics intérieurs (TRESOR)

FA = financement acquis

Financements extérieurs

Ou en négociation très avancée

PT = prévisions de tirage de l'année

Financements extérieurs

Budgétaire

(1) Opérations d'investissement financées sur ressources internes

(2) Opérations d'investissement financées sur aide étrangère

ANNEXE 8 bis

SERVICES DE LA DETTE EXTERIEURE ET DE LA DETTE INTERIEURE

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

En milliards de francs

LIBELLES	SERVICE PREVISIONNEL LFR 2013			SERVICE PREVISIONNEL LFI 2013
	TOTAL DETTE	INT + COM	principal	
Dettes extérieures				
Crédits multilatéraux	82,67	21,93	60,74	82,28
dont BIRD/IDA/FIDA	47,07	12,47	34,6	46,92
BAD/FAD	8,09	3,21	4,88	8,07
OPEP/DADEA/BID	15,93	2,83	13,1	16,14
Autres crédits	11,58	3,42	8,16	11,15
Crédits Bilatéraux	77,63	18,46	59,17	74,69
Pays de l'OCDE	50,01	10,41	39,6	49,11
Pays arabes	12,81	2,55	10,26	12,47
Autres	14,81	5,5	9,31	13,11
Crédits à l'exportation	0,05	0,05		
Opérations financières	27,08	27,08	0	30,64
Eurobond 2011	22,33	22,33	0	22,33
Eurobond 2013	3	3		
Intérêt/ tirages futurs	1,75	1,75	0	8,31
Sous total	187,43	67,52	119,91	187,61
Economies PPTTE (pour mémoire)	17,67	4,34	13,33	17,83
Economies IADM pour mémoire	40,11	7,11	33	40,84
Total à payer aux bailleurs	40,01	49,66	72,13	128,94
Dettes intérieures				
Rachats DTS/FMI FMI	17	3,07	13,93	17,01
Dépôt KOWEITIEEN	5,56	0,18	5,38	5,57
CDC Fonds particuliers	0,8	0,8		0,7
Service prévisionnel des emprunts avant 2013	181,98	30,55	151,43	184,48
<i>Bon du Trésor</i>	14,67	0	14,67	
<i>Obligations du Trésor</i>	167,31	30,55	136,76	
Service prévisionnel des emprunts de 2013	20,2	20,2		48,3
<i>Bon du Trésor</i>	15	15		
<i>Obligations du Trésor</i>	5,2	5,2		
Sous total	225,54	54,80	170,74	256,06
Total général	412,97	122,32	290,65	443,67